

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 858

26 avril 2010

SOMMAIRE

ALM Luxembourg Investments S.à r.l.	41141	Le Grand Chêne S.A.	41169
Aphorius Finance S.A.	41140	Lux Inter Cars S.A.	41171
AS Tours S.à r.l.	41183	Mare Foundation	41171
BAEK-IMMO FinCo 1 S.à r.l.	41139	Metallah Investment B.V., S.à r.l.	41141
Berlin UdL S.à r.l.	41139	MGJL Holding Co (Lux) S.à r.l.	41138
Bilbow SA	41179	MGJL Management (Lux) S.à r.l.	41168
BlueBay COF Loan Investments S.A.	41179	MGJL Sub Co 2 (Lux) S.à r.l.	41180
Brixia Holding B.V.	41179	MGJL Sub Co 3 (Lux) S.à r.l.	41181
Care Invest S.A.	41138	MGJL Sub Co 4 (Lux) S.à r.l.	41181
C&F Packaging S.à r.l.	41182	Northwest S.à r.l.	41169
Clarins Luxembourg S.A.	41169	Northwest S.à r.l.	41170
Critex S.A.	41178	OMD Gestion S.A.	41139
Danpark S.A.H.	41181	OMP International S.A.	41178
Dreambox S.A.	41178	PTC Essen Capital S.A.	41182
Gernika S.à r.l.	41170	Randstad Group Luxembourg S.à r.l.	41179
Gresham Land S.à r.l.	41140	Riega S.à r.l.	41171
Health Care Invest S.A.	41140	SEGOVIA S.A.	41170
International Trustees S.A.	41140	Services Euro Loisirs Sàrl	41184
International Trustees S.A.	41141	Société Luxembourgeoise de Cremation, Feuerbestattung Luxembourg S.A.	41171
International Trustees S.A.	41168	Sweelinck Holding S.A.	41178
Invenergy Wind Europe Cyprus S.à r.l.	41178	Transport & Technik s.à r.l.	41170
JC S.à r.l.	41180	Value Portfolio	41182
Jos Petry S.à r.l.	41169	Welku S.A.	41169
KL-Tronic S.A.	41177		
Langford S.à r.l.	41139		

MGJL Holding Co (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: JPY 3.000.000,00.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 8, rue Heinrich Heine.

R.C.S. Luxembourg B 137.138.

—
Extrait des résolutions en date du 1^{er} juillet 2009:

1. Il est mis fin en date du 1^{er} juillet 2009 au mandat de gérant à savoir:

a) Mr Michael Chidiac, né le 29 juin 1966 à Beyrouth (Liban);

2. Le gérant suivant est nommé en date du 1^{er} juillet 2009 et cela pour une durée illimitée:

b) Mr Dominique Prince, né le 29 octobre 1978 à Malmedy (Belgique), de résidence professionnelle: 8, rue Heine, L-1720 Luxembourg;

- Le conseil de Gérance se compose comme suit:

Mr Michael O'Sullivan

Mr Dominique Prince

Mr Godfrey Abel

Mr James Hodgkinson

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Craig Williamson

Mandataire

Référence de publication: 2010040143/23.

(100040228) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2010.

Care Invest S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 118.858.

—
Extrait des résolutions prises à Luxembourg par l'assemblée générale des actionnaires de la société en date du 24 février 2010

1. L'assemblée générale accepte la démission de trois administrateurs actuels:

- Mr François BROUXEL, Avocat à la Cour, demeurant professionnellement à L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse, né le 16 septembre 1966 à Metz (France);

- 2) Mr Pierre METZLER, Avocat à la Cour, demeurant professionnellement à L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse, né le 28 décembre 1969 à Luxembourg (Luxembourg);

- 3) Mr Lars Olof Gosta RANSTAM, avocat, né le 20 juillet 1943 à Kristianstad, (Suède), demeurant professionnellement à Stortorget 29, S-211 34 Malmö, (Suède).

2. L'assemblée générale nomme comme nouveaux administrateurs jusqu'à la prochaine assemblée générale annuelle en relation avec les comptes clos au 31.12.2009:

a.) Mr Eric LECLERC, né le 4 avril 1967 à Luxembourg, demeurant professionnellement à L-2016 Luxembourg, 6A, Circuit de la Foire,

b. 2) Mr Jos HEMMER, né le 15 août 1952 à Luxembourg, demeurant professionnellement à L-2016 Luxembourg, 6A, Circuit de la Foire, et

c. 3) Mme Martine KAPP, né le 10 décembre 1960 à Luxembourg, demeurant professionnellement à L-2016 Luxembourg, 6A, Circuit de la Foire, et

3. Le mandat du commissaire aux comptes, OPTIO Expert-Comptable et Fiscal S.à.r.l., établie et ayant son siège social à L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers, immatriculée au R.C.S. de Luxembourg sous le numéro B 97.326, a été renouvelé jusqu'à la prochaine assemblée générale annuelle devant se tenir en relation avec les comptes clos au 31.12.2009

Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations et au Registre de Commerce et des Sociétés.

Luxembourg, le 16 mars 2010.

Signature.

Référence de publication: 2010039627/30.

(100039103) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2010.

Langford S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 149.360.

—
Cession

Il résulte de la cession de parts survenue en date du 18 mars 2010 que, l'associé unique, la société LTA Investments Inc., détenant les 12.500 parts représentant la totalité du capital social dans la société ci-haut mentionnée,

a cédé ses parts à:

- Ideal Base Limited, une société constituée selon les lois de Hong Kong, inscrite au Honk Kong Registrar of Companies sous le numéro 1413191, avec siège social au 25, Westlands Road, 25th floor, DCH Commercial Center, Quarry Bay, Hong Kong.

Dès lors, l'associé unique est à inscrire comme suit:

Ideal Base Limited 12.500 parts sociales

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 mars 2010.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2010040140/20.

(100040252) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2010.

OMD Gestion S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1463 Luxembourg, 29, rue du Fort Elisabeth.

R.C.S. Luxembourg B 127.549.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Karine REUTER

Notaire

Référence de publication: 2010035262/11.

(100033930) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2010.

Berlin UdL S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 120.776.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

À Luxembourg, le 18 mars 2010.

Signature.

Référence de publication: 2010040358/10.

(100039786) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2010.

BAEK-IMMO FinCo 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 139.307.

Les Comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

À Luxembourg, le 17 mars 2010.

Signature.

Référence de publication: 2010040360/10.

(100039784) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2010.

International Trustees S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 47, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 39.578.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FBK
FIDUCIAIRE BENOY KARTHEISER
45-47 route d'Arlon - L-1140 LUXEMBOURG
Signature

Référence de publication: 2010040357/13.

(100039732) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2010.

Gresham Land S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 147.317.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Gresham Land S.à r.l.
Intertrust (Luxembourg) S.A.
Signatures

Référence de publication: 2010040373/12.

(100039689) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2010.

Aphorius Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.
R.C.S. Luxembourg B 136.980.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010040369/10.

(100039714) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2010.

Health Care Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers.
R.C.S. Luxembourg B 120.396.

Extrait des résolutions prises à Luxembourg par l'assemblée générale des actionnaires de la société en date du 24 février 2010

1. L'assemblée générale accepte la démission de trois administrateurs actuels:

- Mr François BROUXEL, Avocat à la Cour, demeurant professionnellement à L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse, né le 16 septembre 1966 à Metz (France);
- 2) Mr Pierre METZLER, Avocat à la Cour, demeurant professionnellement à L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse, né le 28 décembre 1969 à Luxembourg (Luxembourg);
- 3) Mr Lars Olof Gosta RANSTAM, avocat, né le 20 juillet 1943 à Kristianstad, (Suède), demeurant professionnellement à Stortorget 29, S-211 34 Malmö, (Suède).

2. L'assemblée générale nomme comme nouveaux administrateurs jusqu'à la prochaine assemblée générale annuelle en relation avec les comptes clos au 31.12.2009:

- Mr Eric LECLERC, né le 4 avril 1967 à Luxembourg, demeurant professionnellement à L-2016 Luxembourg, 6A, Circuit de la Foire,
- Mr Jos HEMMER, né le 15 août 1952 à Luxembourg, demeurant professionnellement à L-2016 Luxembourg, 6A, Circuit de la Foire, et
- Mme Martine KAPP, né le 10 décembre 1960 à Luxembourg, demeurant professionnellement à L-2016 Luxembourg, 6A, Circuit de la Foire, et

3. Le mandat du commissaire aux comptes, OPTIO Expert-Comptable et Fiscal S.à.r.l., établie et ayant son siège social à L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers, immatriculée au R.C.S. de Luxembourg sous le numéro B 97.326, a été renouvelé jusqu'à la prochaine assemblée générale annuelle devant se tenir en relation avec les comptes clos au 31.12.2009

Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations et au Registre de Commerce et des Sociétés.

Luxembourg, le 16 mars 2010.

Signature.

Référence de publication: 2010039628/29.

(100039133) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2010.

International Trustees S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 47, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 39.578.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FBK

FIDUCIAIRE BENOY KARTHEISER

45-47 route d'Arlon - L-1140 LUXEMBOURG

Signature

Référence de publication: 2010040359/13.

(100039727) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2010.

ALM Luxembourg Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 149.615.

Metallah Investment B.V., S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8010 Strassen, 206-210, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 105.249.

PROJET DE FUSION

COMMON DRAFT TERMS OF CROSS-BORDER MERGER

of the management board of

ALM Luxembourg Investments S.à r.l.

and

the liquidator of

Metallah Investment B.V. (in liquidation)

(also referred to as Metallah Investment B.V. S.à r.l. (in liquidation))

AND

EXPLANATORY NOTES TO THE DRAFT TERMS OF CROSS-BORDER MERGER

between

ALM Luxembourg Investments S.à r.l.

and

Metallah Investment B.V. (in liquidation) (also referred to as Metallah Investment B.V. S.à r.l. (in liquidation))

1. Common draft terms of cross-border merger

Draft Terms of Cross-Border Merger

The management board of:

1. ALM Luxembourg Investments S.à r.l.

a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 13-15 Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies registry under number B. 149.615 (the "Acquiring Company"); and

The liquidator of:

2. Metallah Investment B.V. (in liquidation) (also referred to as Metallah Investment B.V. S.à r.l. (in liquidation)),

a private company with limited liability (besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid) under Dutch law, having its registered offices in Amsterdam, the Netherlands and its principal place of business at 206-210 route d'Arlon,

L-8010, Strassen, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Dutch Commercial Register under file number 27247666, and registered with the Luxembourg trade and companies registry (Registre de Commerce et des Sociétés) under number B 105.249 (the "Company Ceasing to Exist" and together with the Acquiring Company, the "Merging Companies").

Whereas:

(i) as per the moment that the subject cross-border merger becomes in full force and effect, the Acquiring Company shall be the holder of the entire issued (and paid up) share capital of the Company Ceasing to Exist;

(ii) none of the Merging Companies have a supervisory board;

(iii) No suspension of payment has been declared with respect to the Merging Companies;

(iv) none of the Merging Companies have a works council or a trade union that has amongst its members employees of one of the Merging Companies or any of their subsidiaries; and

(v) the Company Ceasing to Exist is under a liquidation as of 4 June 2008; in accordance with Section 2:310 paragraph 5 of the Dutch Civil Code and Section VIII of the law of August 10, 1915 as amended (the "Luxembourg Law"), no distributions have been made.

Propose a cross-border merger within the meaning of the Directive 2005/56/EC of the European Parliament and of the Council of the European Union of 26 October 2005 on cross-border mergers of limited liability companies (the "Directive") and the relevant local laws applicable to the Merging Companies as a result of which merger:

- the Company Ceasing to Exist will cease to exist; and

- the Acquiring Company will acquire all the assets and liabilities of the Company Ceasing to Exist by way of universal transfer with the Acquiring Company.

The data to be mentioned pursuant to Sections 2:312 paragraph 2 and 2:333d of the Dutch Civil Code and article 261 are as follows:

a. Type of legal entity, Name and Official seat/Registered office of the Merging Companies.

(i) The private limited liability company (société à responsabilité limitée) ALM Luxembourg Investments S.à r.l., having its registered office at 13-15 Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

(ii) The private company with limited liability organized under Dutch law Metallah Investment B.V. (in liquidation) (also referred to as Metallah Investment B.V. S.à r.l. (in liquidation)), having its registered offices in Amsterdam, the Netherlands and its principal place of business at 206-210 route d'Arlon, L-8010, Strassen, Grand Duchy of Luxembourg.

b. Articles of association of the Acquiring Company. The articles of association of the Acquiring Company were drawn up by deed of incorporation executed on the third day of December two thousand nine before Maître Blanche MOU-TRIER, civil law notary in Luxembourg. The consecutive wording of the articles of association of the Acquiring Company as per the date of this merger proposal and the articles of association as they will read after the amendment thereof on 31 March 2010 are attached as Annex A and Annex B to this draft terms of cross-border merger, respectively.

c. Rights and Compensations at the expense of the Acquiring Company granted pursuant to article 261 (2) f) of the Luxembourg Law. As there are no persons who, in any other capacity than as shareholder, have special rights against the Company Ceasing to Exist, no special rights and no compensations will be granted at the expense of the Acquiring Company to anyone.

d. Benefits to be granted to a member of the management board of the Acquiring Company, the liquidator of the Company Ceasing to Exist, or to another party involved with the merger, in connection with the merger pursuant to article 261 (2) g) of the Luxembourg Law. None.

e. Intentions with regard to the composition of the management board of the Acquiring Company after the cross-border merger. There is no intention to change the composition of the management board after the cross-border merger.

The present composition is as follows:

Management board:

- Mr Alexandre Machkevitch;

- ALM Luxembourg Services S.à r.l.;

- Mr Richard Brekelmans; and

- ATC Management (Luxembourg) S.à r.l.

f. Date per which the financial data of the Company Ceasing to Exist will be accounted for in the annual accounts of the Acquiring Company pursuant to article 261 (2) e) of the Luxembourg Law. The financial data of the Company Ceasing to Exist will be accounted for in the annual accounts of the Acquiring Company as per the moment that the subject cross-border merger becomes in full force and effect. The last financial year of the Company Ceasing to Exist will therefore end on the day before the moment that the subject cross-border merger becomes in full force and effect.

g. Proposed measures in connection with the allotment of shares. In this cross-border merger of a parent company with its 100% subsidiary, there is no allotment of shares in the Acquiring Company.

h. Contemplated continuation or termination of activities. The activities of the Company Ceasing to Exist will be continued by the Acquiring Company. For the avoidance of doubt, this cross border merger will not imply or provoke any termination of activity of the Merging Companies.

i. Corporate approvals to effect the cross-border merger in conformity with the draft terms of cross-border merger. The resolution to effect the cross-border merger in conformity with the common draft terms of cross-border merger is neither subject to the approval of a company body of the Merging Companies nor of any third party.

j. Effects of the merger on the goodwill and the distributable reserves of the Acquiring Company. The effects of the cross-border merger on the goodwill will be as follows: None.

The effects of the cross-border merger on the distributable reserves: None.

k. Likely effects on employment. The cross-border merger is not expected to have any material effect on employment because the activities of the Company Ceasing to Exist will be continued by the Acquiring Company.

l. Procedures for employee participation. As:

(i) none of the Merging Companies has, in the six months before the filing of the subject terms of merger, an average number of more than five hundred (500) employees on which regulations dealing with employee participation are applicable according to the laws of a member state of the European Union; and

(ii) none of the Merging Companies is subject to regulations dealing with employee participation,

no employee participation arrangements as referred to in Section 2:333k of the Dutch Civil Code in conjunction with Section 16, paragraph 2 through 4 of the Directive have to be made by the Acquiring Company.

m. Information on the valuation of assets and Liabilities of the Company Ceasing to Exist to be acquired by the Acquiring Company pursuant to article 261 (4) d) of the Luxembourg Law. The valuation of the relevant assets and liabilities of the Company Ceasing to Exist to be acquired by the Acquiring Company was lastly done on 31 December 2009 on the basis of "book value".

n. Date of the most recently adopted annual accounts or Interim financial statements. The date of the most recently adopted annual accounts of the Merging Companies' accounts used to establish the conditions of the cross-border merger is:

Acquiring Company:

Since the Acquiring Company has been incorporated on 3 December 2009 and the first financial year of the Acquiring Company will end on 31 December 2010 this item is not applicable.

Company Ceasing to Exist:

On 27 March 2010, the annual accounts for the period 1 January 2007 up to and including 31 December 2007, the period 1 January 2008 up to and including 31 December 2008, and the period 1 January 2009 up to and including 31 December 2009 were adopted by the sole shareholder of the Company Ceasing to Exist.

o. Proposal for the level of compensation of shareholders. No cash compensation for shareholders that vote against the proposal to effectuate the cross-border merger is proposed, as the sole shareholder of the Company Ceasing to Exist is the Acquiring Company which will not vote against the cross-border merger and which, furthermore, waived the offer of a cash compensation.

p. Additional requirements in cross border merger project in compliance with article 262 (2) of the Luxembourg Law.

(i) The draft terms of cross-border merger will be deposited by the Company Ceasing to Exist at the Dutch Commercial Register in Amsterdam, the Netherlands (Het handelsregister van de Kamers van Koophandel te Amsterdam) and will be published in the Dutch national gazette (Staatscourant).

(ii) The details of the arrangements made for the exercise of the rights of the creditors will be in the national laws as follows:

a. Metallah Investment B.V. (in liquidation) (also referred to as Metallah Investment B.V. S.a r.l. (in liquidation)); Section 2:333h a 2:316 in the Dutch civil code; and

b. ALM Luxembourg Investments S.a r.l.: article 268 of the Luxembourg Law.

The creditors of the Merging Companies may obtain the complete information on the details made for the exercise of their rights at the following address:

ALM Luxembourg Investments S.a r.l. Registered office: 13-15 Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Metallah Investment B.V. (in liquidation) (also referred to as Metallah Investment B.V. S.à r.l. (in liquidation))

Registered offices: Amsterdam, the Netherlands;

Principal place of business: 206-210, route d' Arlon, L-8010 Strassen, Grand Duchy of Luxembourg.

2. Explanatory notes to the draft terms of cross-border merger

Explanatory notes to the draft terms of cross-border merger between the Acquiring Company and the Company Ceasing to Exist, by the management board of the Acquiring Company and the liquidator of the Company Ceasing to Exist.

1. Reasons for the cross-border merger. The reasons for the merger are the expected efficiencies and cost reductions, as well as to simplify the group structure.

2. Expected consequences for the activities. The activities of the Company Ceasing to Exist are expected to be continued in the same way by the Acquiring Company.

3. Explanation from a legal, Economic and Social perspective.

Legal

The Company Ceasing to Exist ceases to exist and its assets and liabilities are acquired by the Acquiring Company by way of universal transfer with the Acquiring Company.

Economic

The merger is not expected to have any economic consequences other than efficiencies and cost reductions.

Social

The merger is not expected to have any material adverse effect on the employment and the employment conditions, as the activities of the Company Ceasing to Exist will be continued in the same way by the Acquiring Company, and the Company Ceasing to Exist has no employees.

4. Other. As the Acquiring Company holds the entire issued share capital of the Company Ceasing to Exist, pursuant to Section 2:333 of the Dutch Civil Code, Section 2:327 of the Dutch Civil Code does not apply to this cross-border merger.

Annexes.

Annexes to these draft terms form an integrated part of the proposal and explanatory notes.

[signature page to follow]

Dated 27 March, 2010.

ALM Luxembourg Investments S.à r.l.

Management Board / Conseil d'Administration

Signed by all the managers of the Acquiring Company:

ALM Luxembourg Services S.à r.l. / ATC Management (Luxembourg) S.à r.l.

Class B manager / Class C manager

Alexandre Machkevitch / -

Manager / -

Alexandre Machkevitch / Richard Brekelmans

Class A Manager / Class C manager

Dated 27 March, 2010.

Metallah Investment B.V. (in liquidation)

(also referred to as Metallah Investment B.V. S.à r.l. (in liquidation))

the liquidator

Olimjon Shadiev

Liquidator

Annex A: current articles of association Acquiring Company.

Annex B: articles of association Acquiring Company as they will read after the amendment thereof in connection with the merger.

1. Common draft terms of cross-border merger

Projet de Fusion Transfrontalière

Le conseil d'administration de:

1. ALM Luxembourg Investments S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ayant son siège social 13-15 Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B.149.615 (la "Société Absorbante"); et

Le liquidateur de:

2. Metallah Investment B.V. S.à r.l. (In liquidation) (aussi appelée Metallah Investment B.V. S.à r.l. (in liquidation)), une société à responsabilité limitée de droit néerlandais, ayant son siège social au Amsterdam, les Pays-Bas, et ayant son siège

effectif de gestion 206-210 route d'Arlon, L-8010, Strassen, Grand-Duché de Luxembourg immatriculée au Registre de Commerce des Pays-Bas sous le numéro 27247666, et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B.105.249 (la "Société qui Cesse d'Exister" et ensemble avec la Société Absorbante, les "Sociétés qui Fusionnent").

Considérant que:

- (i) à partir du moment où la fusion transfrontalière est effective, la Société Absorbante sera le détenteur de l'intégralité du capital social émis (et libéré) de la Société qui Cesse d'Exister;
- (ii) aucune des Sociétés qui Fusionnent n'a de conseil de surveillance;
- (iii) Aucun sursis de paiement n'a été déclaré non plus concernant les Sociétés qui Fusionnent;
- (iv) aucune des Sociétés qui Fusionnent n'a de comité d'entreprise ou d'organisation syndicale qui a parmi ses membres des employés de l'une des Sociétés qui Fusionnent ou de l'une de ses filiales; et
- (v) la Société qui Cesse d'Exister est en liquidation depuis le 4 juin 2008; en vertu de la Section 2:310 paragraphe 5 du Code Civil Néerlandais et de la Section VIII de la loi du 10 août 1915 comme modifiée (la "Loi Luxembourgeoise") aucune distribution ne sera réalisée.

Proposent une fusion transfrontalière au sens de la Directive 2005/56/EC du Parlement Européen et du Conseil de l'Union Européenne du 26 octobre 2005 sur les fusions transfrontalières de sociétés à responsabilité limitée (la "Directive") et les lois locales pertinentes applicables aux Sociétés qui Fusionnent, fusion à la suite de laquelle:

- la Société qui Cesse d'Exister n'existera plus; et
- la Société Absorbante acquerra tous les actifs et passifs de la Société qui Cesse d'Exister par un transfert universel avec la Société Absorbante.

Les renseignements qui doivent être mentionnés en vertu des Sections 2:312 paragraphe 2 et 2:333d du Code Civil Néerlandais et de l'article 261 sont les suivants:

a. Type de personne morale, dénomination et siège officiel/social des Sociétés qui Fusionnent.

(i) La société à responsabilité limitée ALM Luxembourg Investments S.à r.l., ayant son siège social 13-15 Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

(ii) La société à responsabilité limitée de droit néerlandais Metallah Investment B.V. (in liquidation) (aussi mentionné comme Metallah Investment B.V. S.à r.l. (en liquidation)), ayant son siège social à Amsterdam, les Pays-Bas et son principal établissement au 206-210 route d'Arlon, L-8010, Strassen, Grand-duché de Luxembourg.

b. Statuts de la Société Absorbante. Les statuts de la Société Absorbante ont été établis par un acte de constitution signé le troisième jour de décembre deux mille neuf par-devant Maître Blanche MOUTRIER, notaire de droit civil à Luxembourg. Le libellé consécutif des statuts de la Société Absorbante tels qu'établis à la date de cette proposition de fusion et les statuts tels qu'ils résulteront des modifications subséquentes en date du 31 mars 2010, sont joints au présent projet de fusion comme Annexe A et Annexe B de ce projet commun de fusion transfrontalière.

c. Droits et Compensations aux frais de la Société Absorbante accordés en vertu de l'article 261 (2) f) de la Loi Luxembourgeoise. Etant donné que personne ne dispose, en tout autre capacité qu'actionnaire, de droits spéciaux contre la Société qui Cesse d'Exister, aucun droit spécial et aucune compensation ne seront accordés à quiconque aux frais de la Société Absorbante.

d. Avantages à accorder à un membre du conseil d'administration de la Société Absorbante, du liquidateur de la Société qui Cesse d'Exister ou à toute autre partie impliquée dans la fusion, en relation avec la fusion en vertu de l'article 261 (2) g) de la Loi Luxembourgeoise. Aucun.

e. Intentions concernant la composition du conseil d'administration de la Société Absorbante après la fusion transfrontalière. Il n'y a aucune intention de changer la composition du conseil d'administration après la fusion transfrontalière.

La composition actuelle est la suivante:

Conseil d'Administration:

- M. Alexandre Machkevitch;
- ALM Luxembourg Services S.à r.l.;
- M. Richard Brekelmans; et
- ATC Management (Luxembourg) S.à r.l.

f. Date à partir de laquelle les données financières de la Société qui Cesse d'Exister seront comptabilisées dans les comptes annuels de la Société Absorbante en vertu de l'article 261 (2) e) de la Loi Luxembourgeoise. Les données financières de la Société qui Cesse d'Exister seront comptabilisées dans les comptes annuels de la Société Absorbante à compter du moment de la prise d'effet de la présente fusion transfrontalière. Le dernier exercice social de la Société qui Cesse d'Exister prendra donc fin le jour avant le moment de la prise d'effet de la présente fusion transfrontalière.

g. Mesures proposées concernant l'affectation des actions. Dans le cas d'une fusion transfrontalière d'une société mère avec sa filiale détenue à 100%, il n'y a pas d'affectation des actions dans la Société Absorbante.

h. Continuation ou Cessation envisagée des activités. Les activités de la Société qui Cesse d'Exister seront poursuivies par la Société Absorbante. Pour éviter tout doute, cette fusion transfrontalière n'impliquera ni ne provoquera la fin de l'activité des Sociétés qui Fusionnent.

i. Approbations d'appliquer la fusion transfrontalière conformément au projet de fusion transfrontalière. La décision d'appliquer la fusion transfrontalière conformément au projet commun de fusion transfrontalière n'est soumise ni à l'approbation d'un organe social des Sociétés qui Fusionnent ni de n'importe quel tiers.

j. Effets de la fusion sur le fonds de commerce et les réserves distribuables de la Société Absorbante. Les effets de la fusion transfrontalière sur le fonds de commerce sont les suivants: Aucun.

Les effets de la fusion transfrontalière sur les réserves distribuables: Aucun.

k. Effets probables sur l'emploi. La fusion transfrontalière est censée n'exercer aucun effet matériel sur l'emploi dans la mesure où les activités de la Société qui Cesse d'Exister seront poursuivies par la Société Absorbante.

l. Procédures pour la participation des travailleurs. Etant donné:

(i) qu'aucune des Sociétés qui Fusionnent a, dans les six mois précédant le dépôt du projet de fusion, un nombre moyen de plus de cinq cents (500) employés auxquels les règles relatives à la participation des travailleurs s'appliquent selon les lois d'un Etat membre de l'Union Européenne; et

(ii) qu'aucune des Sociétés qui fusionnent n'est soumise à des règles relatives à la participation des travailleurs,

aucun arrangement de participation des travailleurs comme mentionné à la Section 2:333k du Code Civil Néerlandais en relation avec la Section 16, paragraphe 2 à 4 de la Directive ne doit être pris par la Société Absorbante.

m. Renseignements sur l'évaluation du patrimoine actif et Passif de la Société qui Cesse d'Exister à acquérir par la Société Absorbante en vertu de l'article 261 (4) d) de la Loi Luxembourgeoise. L'évaluation de l'actif et du passif en question de la Société qui Cesse d'Exister à acquérir par la Société Absorbante a été effectuée dernièrement le 31 décembre 2009 sur la base de la valeur comptable.

n. Date des comptes annuels récemment adoptés ou des états financiers intérimaires. La date des comptes annuels les plus récemment adoptés des Sociétés qui Fusionnent utilisés afin d'établir les conditions de la fusion transfrontalière est:

Société Absorbante:

Etant donné que la Société Absorbante a été constituée le 3 décembre 2009 et que le premier exercice social de la Société Absorbante prendra fin le 31 décembre 2010, ce point n'est pas applicable.

Société qui Cesse d'Exister:

Le 27 mars 2010, les comptes annuels pour la période du 1^{er} janvier 2007 jusqu'au 31 décembre 2007 inclus, la période du 1^{er} janvier 2008 jusqu'au 31 décembre 2008 inclus, la période du 1^{er} janvier 2009 jusqu'au 31 décembre 2009 inclus ont été adoptés par l'associé unique de la Société Qui Cesse d'Exister.

o. Proposition pour le niveau de compensation des actionnaires. Aucune soulte en espèces pour les actionnaires qui votent contre la proposition d'appliquer la fusion transfrontalière n'est proposée, dans la mesure où l'actionnaire unique de la Société qui Cesse d'Exister est la Société Absorbante qui ne votera pas contre la fusion transfrontalière et qui plus est, a renoncé à la proposition d'une soulte en espèces.

p. Indications complémentaires au projet commun de fusion transfrontalière conformément à l'article 262 (2) de la Loi Luxembourgeoise.

(i) Le projet commun de fusion transfrontalière est déposé par la Société Qui Cesse d'Exister auprès du registre de la chambre de commerce de Amsterdam aux Pays-Bas (Het handelsregister van de Kamers van Koophandel te Amsterdam) et sera publié dans le bulletin national néerlandais (Staatscourant).

(ii) Les modalités d'exercice des droits des créanciers sont prévus dans les droits nationaux respectifs des sociétés qui fusionnent comme suit:

a. Metallah Investment B.V. (en liquidation) (aussi mentionné comme Metallah Investment B.V. S.à r.l. (en liquidation)); Section 2:333h à 2:316 du Code Civil Néerlandais; et

b. ALM Luxembourg Investments S.à r.l.: article 268 de la Loi Luxembourgeoise.

Les créanciers des sociétés qui fusionnent pourront obtenir, sans frais, une information exhaustive sur les modalités d'exercice de leurs droits à l'adresse suivante:

ALM Luxembourg investments S.à r.l. Siège social: 13-15 Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Metallah Investment B.V. (in liquidation) (aussi mentionné comme Metallah Investment B.V. S.à r.l. (en liquidation))
Siège social: Amsterdam, les Pays-Bas;

Principal établissement: 206-210, route d'Arlon, L-8010 Strassen, Grand-Duché de Luxembourg.

2. Explanatory notes to the draft terms of cross-border merger

Notes explicatives au projet de fusion transfrontalière entre la Société Absorbante et la Société qui Cesse d'exister, par le conseil de gérance de la Société Absorbante et le liquidateur de la Société qui Cesse d'Exister.

1. Raisons de la fusion transfrontalière. Les raisons de la fusion transfrontalière sont l'efficacité envisagée et la réduction des coûts ainsi que la simplification de la structure du groupe.

2. Conséquences envisagées sur les activités. Il est envisagé que les activités de la Société qui Cesse d'Exister seront continué de la même façon par la Société Absorbante.

3. Explication d'un point de vue juridique, Economique et social.

Juridique

La Société qui Cesse d'Exister cesse d'exister et ses actifs et ses passifs sont acquis par la Société Absorbante par transfert universel à la Société Absorbante.

Economique

Il n'est pas envisagé que la fusion ait des conséquences économiques autres que l'efficacité et la réduction des coûts.

Social

Il n'est pas envisagé que la fusion ait des effets défavorables sur l'emploi et les conditions d'emploi car les activités de la Société qui Cesse d'Exister seront continuer de la même manière par la Société Absorbante et car la Société qui Cesse d'Exister n'a pas d'employés.

4. Autres. Puisque la Société Absorbante détient la totalité du capital social de la Société qui Cesse d'Exister, selon la Section 2:333 du Code Civil Néerlandais, la Section 2:327 du Code Civil Néerlandais ne s'applique pas à cette fusion transfrontalière.

Annexes.

Les annexes de ce projet constituent une partie intégrante à cette proposition.

[page de signature ci-dessous]

Dated 27 March, 2010.

ALM Luxembourg Investments S.à r.l.

Management Board / Conseil d'Administration

Signed by all the managers of the Acquiring Company:

ALM Luxembourg Services S.à r.l. / ATC Management (Luxembourg) S.à r.l.

Class B manager / Class C manager

Alexandre Machkevitch / -

Manager / -

Alexandre Machkevitch / Richard Brekelmans

Class A Manager / Class C manager

Dated 27 March, 2010.

Metallah Investment B.V. (in liquidation)

(also referred to as Metallah Investment B.V. S.à r.l. (in liquidation))

the liquidator

Olimjon Shadiev

Liquidator

Annex A: current articles of association Acquiring Company.

Annex B: articles of association Acquiring Company as they will read after the amendment thereof in connection with the merger.

STATUTES

In the year two thousand nine, on the third day of December.

Before the undersigned Me Blanche MOUTRIER, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg.

Is appeared:

ALM Luxembourg Holdings S.à r.l., a company organized under the laws of Luxembourg, with registered office at 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, under registration with the Luxembourg trade and companies registry.

Hereby represented by Jérôme Mullmaier, avocat, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given in Luxembourg, on 30 November 2009.

The said proxy, initialled ne varietur by the appearing party and the officiating notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities. Such appearing party, acting in its here above

stated capacity, has required the officiating notary to enact the deed of incorporation of a private limited company (société à responsabilité limitée) which it declares organized and the articles of incorporation of which shall be as follows:

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. The name of the company is "ALM Luxembourg Investments S.à r.l." (the Company). The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and, in particular, the law of August 10, 1915, on commercial companies, as amended (the Law), and these articles of incorporation (the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1. The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the municipality by a resolution of the board of managers. The registered office may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers provided always that no such branch or other office is established in the United Kingdom. Where the board of managers determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad (but never to the United Kingdom) until the complete cessation of these circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, remains a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Corporate object.

3.1. The purpose of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such participations. The Company may in particular acquire by subscription, purchase and exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company, foundation or enterprise, including any company, foundation or enterprise outside the Grand Duchy of Luxembourg. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

3.2. The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. The Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or some of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated activities of the financial sector without having obtained the required authorisation.

3.3. The Company may use any techniques and instruments to efficiently manage its investments and to protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property which, directly or indirectly, favour or relate to its corporate object.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited duration.

4.2. The Company is not dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several shareholders.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1. The share capital is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-), represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares in registered form, having a par value of one euro (EUR 1.-) each, all subscribed and fully paid-up.

5.2. The share capital may be increased or decreased unlimited number of times by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

Art. 6. Shares.

6.1. The shares are indivisible and the Company recognises only one (1) owner per share.

6.2. Shares are freely transferable among shareholders.

Where the Company has a sole shareholder, shares are freely transferable to third parties.

Where the Company has more than one shareholder, the transfer of shares (inter vivos) to third parties is subject to the prior approval of the shareholders representing at least three-quarters of the share capital.

A share transfer is only binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code. The Company shall refuse to register the transfer of a share where the relevant instrument of transfer has been executed in the United Kingdom

The shares shall not be paired with any shares issued by a company incorporated in the United Kingdom.

6.3. A register of shareholders is kept at the registered office (outside the United Kingdom at all times) and may be examined by each shareholder upon request. No register of shareholders shall be kept by or on behalf of the Company in the United Kingdom.

6.4. The Company may redeem its own shares provided that the Company has sufficient distributable reserves for that purpose or if the redemption results from a reduction of the Company's share capital.

III. Management - Representation

Art. 7. Appointment and Removal of managers.

7.1. The Company is managed by a board of managers (the Board) composed of at least one (1) class A manager (hereafter Class A Manager), one (1) class B manager (hereafter Class B Manager) and two (2) class C manager (hereafter Class C Manager) appointed by a resolution of the shareholders, which sets the term of their office. The managers need not be shareholders.

7.2. No person resident or based in the United Kingdom for UK tax or other purposes may (a) be elected or appointed as manager or (b) act as manager. For the purposes of (b) above, a manager who becomes resident or based in the United Kingdom for UK tax or other purposes shall be treated as having resigned immediately prior to becoming a resident or based in the United Kingdom.

7.3. The Board may choose from among its members a chairman. No manager may act as chairman for a meeting of the Board if he is present in the United Kingdom at the time of that meeting of the Board.

7.4. Without prejudice to article 7.2 (b), the managers may be removed at any time (with or without cause) by a resolution of the shareholders.

Art. 8. Board of managers.

8.1. Powers of the board of managers

(i) All powers not expressly reserved to the shareholder(s) by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, who has all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the corporate object.

(ii) Special and limited powers may be delegated for specific matters to one or more agents by the Board .

8.2. Procedure

(i) The Board meets upon the request of any manager, at the place indicated in the convening notice which, in principle, is in Luxembourg (and in any cases never in the United Kingdom).

(ii) Written notice of any meeting of the Board is given to all managers at least forty-eight (48) hours in advance, except in case of emergency, the nature and circumstances of which are set forth in the notice of the meeting.

(iii) No notice is required if all members of the Board are present or represented and if they state to have full knowledge of the agenda of the meeting. No notice is required to be given to any member of the Board who is physically present in the United Kingdom. Notice of a meeting may also be waived by a manager, either before or after a meeting. Separate written notices are not required for meetings that are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(iv) A manager may grant a power of attorney to another manager in order to be represented at any meeting of the Board.

(v) The Board can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented and includes the Class A Manager. Resolutions of the Board are validly taken by a majority of the votes of the managers present or represented-provided that such majority includes the vote of the Class A Manager. In the event of a deadlock, the Class A Manager shall have a casting vote. The resolutions of the Board are recorded in minutes signed by the chairman of the meeting or, if no chairman has been appointed, by all the managers present or represented.

(vi) Where the appointment of the manager acting as aforesaid is defective as a result of that manager or person being resident or based in the United Kingdom for UK tax or other purposes, or such manager would otherwise be disqualified or required to vacate office or treated as having resigned as a result of being resident or based in the United Kingdom for UK tax or other purposes, all acts done by, in preparation for, or pursuant to any meeting of the managers at which that person was present or in connection with any written resolution signed by or on behalf of that person shall be treated as void.

(vii) Any manager may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference or by any other means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. The participation by these means is deemed equivalent to a participation in person at a meeting duly convened and held provided that no manager may participate in a Board whether by conference telephone or other communications equip-

ment or otherwise where such manager is physically present in the United Kingdom. Where any manager participates in a meeting of the Board in the United Kingdom all acts and resolutions of that meeting shall be treated as void.

(viii) Circular resolutions signed by all the managers (the Managers Circular Resolutions), are valid and binding as if passed at a Board meeting duly convened and held and bear the date of the last signature provided that no Managers Circular Resolutions may be signed in the United Kingdom. Any Managers Circular Resolutions signed by any manager in the United Kingdom shall be treated as void.

8.3. Representation

(i) Subject to Article 8.3(H), the Company shall be bound towards third parties in all matters by the joint signature of any two managers.

(ii) Subject to the rights of the general meeting of the shareholders, the Company shall only be bound with respect to resolutions relating to the following matters by the signature of any two managers of which at least one is a Class A Manager:

a. any major transactions entered into by the Company or any entity the board of directors or managers of which includes at least one representative appointed by the Company, including without limitation, share capital increases, stock/assets sales, attracting third party financing, pledging its own assets, etc.;

b. acquiring, alienating, encumbering, leasing, letting and in any other way obtaining and giving the use or benefit of registered property, whether owned or controlled by the Company or by any entity the board of directors or managers of which includes at least one representative appointed by the Company,

c. entering into agreements, whereby the Company or any entity the board of directors or managers of which includes at least one representative appointed by the Company is granted credit by a bank or a third party;

d. lending and borrowing money by the Company or any entity the board of directors or managers of which includes at least one representative appointed by the Company, with the exception of acquiring money under a credit already granted to the Company or any entity controlled by the Company or the board of directors or managers of which includes at least one representative appointed by the Company by a bank or any other third party;

e. long term direct or indirect cooperation with another company or individual and the termination of such cooperation;

f. direct or indirect participation in the capital of another company and changing the size of any such participation;

g. investments and divestitures by the Company or any entity the board of directors or managers of which includes at least one representative appointed by the Company;

h. entering into agreements by which the Company or any entity the board of directors or managers of which includes at least one representative appointed by the Company binds itself or such entity as guarantor or as severally-liable co-debtor, or otherwise guarantees or agrees to bind itself or such entity by an obligation, whether secured or unsecured, to a third party,

i. appoint, suspend, or remove any staff manager, secretary, clerk, agent or employee of the Company and may fix their remuneration and determine their duties provided that at no time shall any person so appointed be resident or based in the United Kingdom for UK tax or other purposes;

j. making settlements on its own behalf or on behalf of any entity the board of directors or managers of which includes at least one representative appointed by the Company;

k. being a party to court, arbitration and other proceedings or approving any actions in such proceedings of an entity the board of directors or managers of which includes at least one representative appointed by the Company,

l. entering into and changing employment agreements, whereby remuneration is granted, which exceeds an annual maximum amount determined by the general meeting of shareholders;

m. establishing pension plans and granting pension rights in excess of those arising from existing arrangements;

n. appoint a person to act as manager of the Company's day-to-day business and may entrust to and confer upon such manager such powers and duties as it deems appropriate for the transaction or conduct of such business provided that at no time shall any person so appointed be resident or based in the United Kingdom for UK tax or other purposes;

o. by power of attorney, appoint any legal person (other than any company, firm, person or body of persons that is resident or based in the United Kingdom for UK tax or other purposes), to be an attorney of the Company; and

p. delegate any of its powers (including the power to sub-delegate) to a committee of one or more persons appointed by the Board which may consist partly or entirely of non-managers, provided that at no time shall any members of any committee be resident or based in the United Kingdom for UK tax or other purposes (save for a manager provided that no committee may consist of a majority of members so resident or based) and that every such committee shall conform to such directions as the Board shall impose on them and provided further that the meetings and proceedings of any such committee shall be governed by the provisions of these articles of association regulating the meetings and proceedings of the Board, so far as the same are applicable and are not superseded by directions imposed by the Board.

Art. 9. Liability of the managers.

9.1. The managers may not, by reason of their mandate, be held personally liable for any commitments validly made by them in the name of the Company, provided such commitments comply with the Articles and the Law.

IV. Shareholder(s)

Art. 10. General meetings of shareholders and Shareholders circular resolutions.

10.1. Powers and voting rights

(i) Resolutions of the shareholders are adopted at a general meeting of shareholders (the General Meeting) or by way of circular resolutions (the Shareholders Circular Resolutions).

(ii) Where resolutions are to be adopted by way of Shareholders Circular Resolutions, the text of the resolutions is sent to all the shareholders, in accordance with the Articles. Shareholders Circular Resolutions signed by all the shareholders are valid and binding as if passed at a General Meeting duly convened and held and bear the date of the last signature.

(iii) Each share entitles to one (1) vote.

10.2. Notices, quorum, majority and voting procedures

(i) The shareholders are convened to General Meetings or consulted in writing at the initiative of any manager or shareholder representing more than one-half of the share capital.

(ii) Written notice of any General Meeting is given to all shareholders at least eight (8) days in advance of the date of the meeting, except in case of emergency, the nature and circumstances of which are set forth in the notice of the meeting.

(iii) General Meetings are held at such place and time specified in the notices.

(iv) If all the shareholders are present or represented and consider themselves as duly convened and informed of the agenda of the meeting, the General Meeting may be held without prior notice.

(v) A shareholder may grant a written power of attorney to another person, whether or not a shareholder, in order to be represented at any General Meeting.

(vi) Resolutions to be adopted at General Meetings or by way of Shareholders Circular Resolutions are passed by shareholders owning more than one-half of the share capital. If this majority is not reached at the first General Meeting or first written consultation, the shareholders are convened by registered letter to a second General Meeting or consulted a second time and the resolutions are adopted at the General Meeting or by Shareholders Circular Resolutions by a majority of the votes cast, regardless of the proportion of the share capital represented.

(vii) The Articles are amended with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital.

(viii) Any change in the nationality of the Company and any increase of a shareholder's commitment in the Company require the unanimous consent of the shareholders.

Art. 11. Sole shareholder.

11.1. Where the number of shareholders is reduced to one (1), the sole shareholder exercises all powers conferred by the Law to the General Meeting.

11.2. Any reference in the Articles to the shareholders and the General Meeting or to Shareholders Circular Resolutions is to be read as a reference to such sole shareholder or the resolutions of the latter, as appropriate.

11.3. The resolutions of the sole shareholder are recorded in minutes or drawn up in writing.

V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision

Art. 12. Financial year and Approval of annual accounts.

12.1. The financial year begins on the first (1) of January and ends on the thirty-first (31) of December of each year.

12.2. Each year, the Board prepares the balance sheet and the profit and loss account, as well as an inventory indicating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising the Company's commitments and the debts of the manager(s) and shareholders towards the Company.

12.3. Each shareholder may inspect the inventory and the balance sheet at the registered office.

12.4. The balance sheet and profit and loss account are approved at the annual General Meeting or by way of Shareholders Circular Resolutions within six (6) months from the closing of the financial year.

Art. 13. Réviseurs d'entreprises.

13.1. The operations of the Company are supervised by one or several réviseurs d'entreprises, when so required by law.

13.2. The shareholders appoint the réviseurs d'entreprises, if any, and determine their number, remuneration and the term of their office, which may not exceed six (6) years. The réviseurs d'entreprises may be re-appointed.

Art. 14. Allocation of profits.

14.1. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) is allocated to the reserve required by Law. This allocation ceases to be required when the legal reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

14.2. The shareholders determine how the balance of the annual net profits is allocated. It may allocate such balance to the payment of a dividend, transfer such balance to a reserve account or carry it forward in accordance with applicable legal provisions.

14.3. Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

(i) interim accounts are drawn up by the Board;

(ii) these interim accounts show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by carried forward profits and distributable reserves, and decreased by carried forward losses and sums to be allocated to the legal reserve;

(iii) the decision to distribute interim dividends must be taken by the Board within two (2) months from the date of the interim accounts;

(iv) the rights of the creditors of the Company are not threatened, taking into account the assets of the Company; and

(v) where the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the shareholders must refund the excess to the Company.

VI. Dissolution - Liquidation

15.1. The Company may be dissolved at any time, by a resolution of the shareholders, adopted with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital. The shareholders appoint one or several liquidators, who need not be shareholders, to carry out the liquidation and determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the shareholders, the liquidators have the broadest powers to realise the assets and pay the liabilities of the Company.

15.2. The surplus after the realisation of the assets and the payment of the liabilities is distributed to the shareholders in proportion to the shares held by each of them.

VII. General provisions

16.1. Notices and communications are made or waived and the Managers Circular Resolutions as well as the Shareholders Circular Resolutions are evidenced in writing, by telegram, telefax, e-mail or any other means of electronic communication.

16.2. Powers of attorney are granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a manager in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

16.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements to be deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of the Managers Circular Resolutions, the resolutions adopted by the Board by telephone or video conference and the Shareholders Circular Resolutions, as the case may be, are affixed on one original or on several counterparts of the same document, all of which taken together constitute one and the same document.

16.4. All matters not expressly governed by the Articles are determined in accordance with the law and, subject to any non waivable provisions of the law, any agreement entered into by the shareholders from time to time.

Subscription and Payment

The articles of incorporation of the Company having thus been drawn up by the appearing party, the said party, represented as stated here above, declares to subscribe for the twelve thousand and five hundred (12,500) shares and to have them fully paid up in cash of an amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) to the share capital account of the Company. Proof of such payments has been given to the undersigned notary who states that the conditions provided for in article 183 of the law of August 10th, 1915 on commercial companies, as amended, have been observed.

Transitional dispositions

The first financial year shall begin on the date of the formation of the Company and shall terminate on 31 December 2010.

Declaration of sole partner in lieu of a General Meeting

The above named person, representing the entire subscribed capital has immediately proceeded to pass the following resolutions:

1. The registered office of the Company shall be 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

2. The following persons are appointed Class A Managers of the Company for an undetermined period:

- Mr. Alexandre Machkevitch born on February 23, 1954, in Frunze, Kyrgyzstan, residing at 11, Frohburgstrasse, 8832 Wollerau, Switzerland.

3. The following persons are appointed Class B Managers of the Company for an undetermined period:

- ALM Luxembourg Services s.à r.l., a private limited liability company organized under the laws of Luxembourg, with registered office at 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, under registration with the Luxembourg trade and companies registry.

4. The following persons are appointed Class C Managers of the Company for an undetermined period:

- Manacor Luxembourg S.A., a public limited liability company (société anonyme), with registered office 46A, avenue J.F. Kennedy L-1855 Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies registry under number B 9098; and

- M. Martinus C.J Weijermans, born on August 26, 1970 in 's-Gravenhage, the Netherlands residing professionally at 46A, avenue J.F.Kennedy, L-1855 Luxembourg.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately EUR 1,200.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that upon request of the above-appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the person appearing, the said person appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille neuf, le troisième jour de décembre.

Par devant Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

ALM Luxembourg Holdings S.à r.l., une société organisée selon les lois du Grand Duché de Luxembourg, ayant son siège social 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, en cours d'enregistrement auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Représentée par Jérôme Mullmaier, avocat, avec adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à Londres, le 30 novembre 2009.

Ladite procuration, après avoir été signées ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a prié le notaire instrumentant d'acter de la façon suivante les statuts d'une société à responsabilité limitée qui est ainsi constituée:

I. Dénomination - Siège social - Objet - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Le nom de la société est "ALM Luxembourg Investments S.à r.l." (la Société). La Société est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), ainsi que par les présents statuts (les Statuts).

Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans la commune par décision du conseil de gérance. Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution des associés, selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du conseil de gérance à condition qu'en toute circonstance aucune de ces filiales ou autres bureaux ne soient établis au Royaume-Uni. Lorsque le conseil de gérance estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger (mais jamais au Royaume-Uni), jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1. L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société, fondation ou entreprise, en ce compris toute société, fondation ou entreprise établie à l'extérieur du Grand-Duché de Luxembourg. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.2. La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de titres et instruments de toute autre nature. La Société peut prêter des fonds, y compris notamment, les revenus de tous emprunts, à ses filiales, sociétés affiliées ainsi qu'à toutes autres sociétés. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés sur toute ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

3.3. La Société peut employer toutes les techniques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4. La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.

Art. 4. Durée.

4.1. La Société est formée pour une durée indéterminée.

4.2. La Société n'est pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

II. Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital.

5.1. Le capital social est fixé à douze mille cinq cent euros (EUR 12.500,-), représenté par douze mille cinq cent (12.500) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale de un euro (EUR 1,-) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2. Le capital social peut être augmenté ou réduit sans limitation par une résolution des associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

Art. 6. Parts sociales.

6.1. Les parts sociales sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par part sociale.

6.2. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Lorsque la Société a un associé unique, les parts sociales sont librement cessibles aux tiers.

Lorsque la Société a plus d'un associé, la cession des parts sociales (inter vivos) à des tiers est soumise à l'accord préalable des associés représentant au moins les trois-quarts du capital social.

Une cession de parts sociales n'est opposable à l'égard de la Société ou des tiers, qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par celle-ci conformément à l'article 1690 du Code Civil. La Société refusera d'enregistrer tout transfert de part sociale lorsque l'instrument ayant procédé au transfert a été signé au Royaume-Uni.

Les parts sociales ne peuvent en aucun cas être couplées avec toute part sociale ou action émise par une société immatriculée au Royaume-Uni.

6.3. Un registre des associés est tenu au siège social (en toutes circonstances, en dehors du Royaume-Uni) et peut être consulté à la demande de chaque associé. Aucun registre d'actionnaires ne sera tenu par la Société ou pour son compte au Royaume-Uni.

6.4. La Société peut racheter ses propres parts sociales à condition que la Société ait des réserves distribuables suffisantes à cet effet ou que le rachat résulte de la réduction du capital social de la Société.

III. Gestion - Représentation

Art. 7. Nomination et Révocation des gérants.

7.1. La Société est gérée par un conseil de gérance (le Conseil) composé au moins de un (1) gérant de classe A (ci-après Gérant de Classe A), un (1) gérant de classe B (ci-après Gérant de Classe B) et deux (2) gérants de classe C (ci-après Gérant de Classe C) nommés par une résolution des associés qui fixe la durée de leur mandat. Les gérants ne doivent pas nécessairement être associés.

7.2. Aucune personne résidant ou considérée comme établie au Royaume-Uni au sens du droit fiscal britannique ou pour toute autre raison ne peut (a) être élue ou nommée en qualité de gérant ou (b) agir de fait comme un gérant. Pour les besoins du (b) ci-dessus, un gérant qui devient résident du Royaume-Uni au sens du droit fiscal britannique ou pour toute autre raison sera considéré comme ayant immédiatement renoncé à cette fonction avant même de devenir résident ou d'être considéré comme établi au Royaume-Uni.

7.3. Le Conseil peut choisir parmi ses membres un président. Aucun gérant ne peut agir comme président pour une réunion du Conseil s'il est physiquement présent au Royaume-Uni au moment de cette réunion du Conseil.

7.4. Sans préjudice de l'article 7.2 (b), les gérants sont révocables à tout moment (avec ou sans raison) par une décision des associés.

Art. 8. Conseil de gérance.

8.1. Pouvoirs du conseil de gérance

(i) Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts à ou aux associés sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

(ii) Des pouvoirs spéciaux et limités peuvent être délégués par le Conseil à un ou plusieurs agents pour des tâches spécifiques.

8.2. Procédure

(i) Le Conseil se réunit sur convocation d'au moins un gérant au lieu indiqué dans l'avis de convocation, qui en principe, est au Luxembourg (et en toutes circonstances, jamais au Royaume-Uni).

(ii) Il est donné à tous les gérants une convocation écrite de toute réunion du Conseil au moins quarante huit (48) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence sont mentionnées dans la convocation à la réunion.

(iii) Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir parfaitement eu connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Aucune convocation ne doit être envoyée à tout membre du Conseil physiquement présent au Royaume-Uni. Un gérant peut également renoncer à la convocation à une réunion, que ce soit avant ou après ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant dans des lieux et à des heures fixés dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.

(iv) Un gérant peut donner une procuration à un autre gérant afin de le représenter à toute réunion du Conseil.

(v) Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés et inclut le Gérant de Classe A. Les décisions du Conseil sont valablement adoptées à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à condition que cette majorité inclut le vote du Gérant de Classe A. En cas d'égalité, le Gérant de Classe A aura une voix prépondérante. Les décisions du Conseil sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président de la réunion ou, si aucun président n'a été nommé, par tous les gérants présents ou représentés.

(vi) Quand la nomination d'un gérant agissant selon les dispositions des présents Statuts est rendue impossible car ce gérant est résident au Royaume-Uni ou considéré comme établi au Royaume-Uni au sens du droit fiscal britannique ou pour toute autre raison mais également lorsque ledit gérant serait contraint de se retirer ou serait considéré comme ayant renoncé à sa fonction de gérant en raison de sa qualité de résident du Royaume-Uni ou lorsqu'il est considéré comme établi au Royaume-Uni au sens du droit fiscal britannique ou pour toute autre raison, tout acte fait par le Conseil, ou en préparation pour le Conseil ou faisant suite à toute réunion du Conseil au cours de laquelle cette personne était présente ainsi que toute résolution signée par cette personne ou par un de ses représentants seront considérés comme nuls.

(vii) Tout gérant peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou visioconférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue à condition qu'aucun gérant ne puisse participer à un Conseil au moyen d'une conférence téléphonique ou par tout autre mode de communication ou tout autre moyen lorsque ledit gérant est physiquement présent au Royaume-Uni. Lorsqu'un gérant participe à une réunion du Conseil au Royaume-Uni, tout acte et résolution pris au cours de cette réunion seront considérés comme nuls.

(viii) Des résolutions circulaires signées par tous les gérants (les Résolutions Circulaires des Gérants) sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature à condition qu'aucune Résolutions Circulaires des Gérants ne puisse être signée au Royaume-Uni. Toute Résolution Circulaire des Gérants signée par un gérant présent au Royaume-Uni sera considérée comme nulle.

8.3. Représentation

(i) Sous réserve de l'Articles 8.3(ii), la Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par la signature conjointe des deux gérants.

(ii) Sous réserve des droits de l'assemblée générale des associés, la Société est uniquement engagée pour toutes les décisions relatives aux sujets suivants par la signature de n'importe quels deux gérants dont au moins un est un Gérant de Classe A:

a. à la conclusion de toute transaction par la Société ou toute entité dont le conseil d'administration comprend au moins un représentant nommé par la Société, en ce compris et sans s'y limiter, les augmentations de capital, les vente d'actifs, l'attraction de financement de tiers et le gage de ses propres actifs, attirer le financement de tiers, gager ses propres actifs, etc.;

b. à l'acquisition, l'aliénation, la mise en hypothèque, le prêt, la mise en bail ou toute autre technique permettant d'acquérir ou de jouir d'une propriété détenue ou contrôlée par la Société ou par toute entité dont le conseil d'administration comprend au moins un représentant nommé par la Société;

c. à la conclusion de contrats par lesquels la Société ou toute entité dont le conseil d'administration comprend au moins un représentant nommé par la Société se voit accorder un crédit par une banque ou un tiers;

d. au prêt ou à l'emprunt d'argent par la Société ou toute entité dont le conseil d'administration comprend au moins un représentant nommé par la Société à l'exception de l'acquisition d'argent au moyen d'un crédit déjà alloué à la Société

ou toute entité dont le conseil d'administration comprend au-moins un représentant nommé par la Société par une banque ou un tiers;

e. à la coopération directe ou indirecte de long terme avec une autre société ou une autre personne et la mise à terme de cette coopération;

f. à la participation directe ou indirecte dans le capital d'une autre société et la modification du montant de cette participation;

g. aux investissements et aux désinvestissements par la Société ou toute entité dont le conseil d'administration comprend au-moins un représentant nommé par la Société;

h. à la conclusion de contrats par lesquels la Société ou toute entité dont le conseil d'administration comprend au-moins un représentant nommé par la Société s'engage comme caution ou co-débiteur solidaire, ou garantit par une obligation, grevée d'une sûreté ou non, la dette d'un tiers;

i. nomme, suspend ou démet tout personnel administratif, secrétaire, clerc, agent ou employé de la Société et peut fixer leur rémunération et déterminer leurs tâches sous réserve qu'à aucun moment une personne ainsi nommée soit résidente ou basée au Royaume-Uni pour des raisons fiscales anglaises ou autres;

j. à la conclusion de transactions pour son compte ou pour le compte de toute entité dont le conseil d'administration comprend au-moins un représentant nommé par la Société;

k. à la participation de la Société à des procédures judiciaires ou arbitrales et à l'approbation de toute actions relative à ce type de procédures décidée par une entité dont le conseil d'administration inclut au moins un représentant nommé par la Société;

l. à la conclusion et à la modification de contrats de travail dans lesquels la rémunération excède un montant annuel maximum déterminé par l'assemblée générale des associés;

m. à l'établissement de plans de retraite et à l'attribution de droits à la retraite excédant ceux prévus dans les contrats existants;

n. la nomination d'une personne en tant que gérant en charge de la gestion journalière de la Société et donner pouvoir et confier à ce gérant les pouvoirs et tâches qu'il juge approprié pour la transaction ou la conduite de cette activité dans la mesure où à aucun moment une personne ainsi nommée ne peut être résidente ou basée au Royaume-Uni pour des raisons fiscales anglaises ou autres;

o. par procuration, la nomination de tout juriste (autre qu'une société, entité, personne ou groupe de personnes qui est résidente ou basée au Royaume-Uni pour des raisons fiscales anglaises ou autres) pour être un représentant de la Société; et

p. la délégation de n'importe lequel de ses pouvoirs (y compris le pouvoir de sous-déléguer) à un comité d'une ou plusieurs personnes nommé(es) par le Conseil qui peut être composée entièrement ou partiellement de non-gérants, sous réserve qu'à aucun moment un membre d'un comité ne peut être résident ou basé au Royaume-Uni pour des raisons fiscales anglaises ou autres (à l'exception d'un gérant sous réserve qu'un comité ne soit composé d'une majorité de membres ainsi résidents ou basés) et que tout comité se conformera à aux instructions que le conseil leur imposera et sous réserve de plus que les réunions et débats de tout comité seront régis par les dispositions de ces statuts qui régissent les réunions et débats du Conseil, dans la mesure où elles sont applicables et ne contreviennent pas aux instructions du Conseil.

Art. 9. Responsabilité des gérants.

9.1. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

IV. Associé(s)

Art. 10. Assemblées générales des associés et Résolutions circulaires des associés.

10.1. Pouvoirs et droits de vote

(i) Les résolutions des associés sont adoptées en assemblée générale des associés (l'Assemblée Générale) ou par voie de résolutions circulaires (les Résolutions Circulaires des Associés).

(ii) Dans le cas où les résolutions sont adoptées par Résolutions Circulaires des Associés, le texte des résolutions est communiqué à tous les associés, conformément aux Statuts. Les Résolutions Circulaires des Associés signées par tous les associés sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une Assemblée Générale valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

(iii) Chaque part sociale donne droit à un (1) vote.

10.2. Convocations, quorum, majorité et procédure de vote

(i) Les associés sont convoqués aux Assemblées Générales ou consultés par écrit à l'initiative de tout gérant ou des associés représentant plus de la moitié du capital social.

(ii) Une convocation écrite à toute Assemblée Générale est donnée à tous les associés au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les circonstances de cette urgence sont précisées dans la convocation à ladite assemblée.

(iii) Les Assemblées Générales seront tenues au lieu et heure précisés dans les convocations.

(iv) Si tous les associés sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été valablement convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation préalable.

(v) Un associé peut donner une procuration écrite à toute autre personne, associé ou non, afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

(vi) Les décisions à adopter par l'Assemblée Générale ou par Résolutions Circulaires des Associés sont adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première Assemblée Générale ou première consultation écrite, les associés sont convoqués par lettre recommandée à une seconde Assemblée Générale ou consultés une seconde fois, et les décisions sont adoptées par l'Assemblée Générale ou par Résolutions Circulaires des Associés à la majorité des voix exprimées, sans tenir compte de la proportion du capital social représenté.

(vii) Les Statuts sont modifiés avec le consentement de la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social.

(viii) Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un associé dans la Société exige le consentement unanime des associés.

Art. 11. Associé unique.

11.1. Dans le cas où le nombre des associés est réduit à un (1), l'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale.

11.2. Toute référence dans les Statuts aux associés et à l'Assemblée Générale ou aux Résolutions Circulaires des Associés doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à l'associé unique ou aux résolutions de ce dernier.

11.3. Les résolutions de l'associé unique sont consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle

Art. 12. Exercice social et Approbation des comptes annuels.

12.1. L'exercice social commence le premier (1) janvier et se termine le trente-et-un (31) décembre de chaque année.

12.2. Chaque année, le Conseil dresse le bilan et le compte de profits et pertes, ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes du ou des gérants et des associés envers la Société.

12.3. Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social.

12.4. Le bilan et le compte de profits et pertes sont approuvés par l'Assemblée Générale annuelle ou par Résolutions Circulaires des Associés dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social.

Art. 13. Réviseurs d'entreprises.

13.1. Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises, dans les cas prévus par la loi.

13.2. Les associés nomment les réviseurs d'entreprises, s'il y a lieu, et déterminent leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat, lequel ne peut dépasser six (6) ans. Les réviseurs d'entreprises peuvent être renommés.

Art. 14. Affectation des bénéfices.

14.1. Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la Loi. Cette affectation cesse d'être exigée quand la réserve légale atteint dix pour cent (10 %) du capital social.

14.2. Les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Ils peuvent allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter en respectant les dispositions légales applicables.

14.3. Des dividendes intérimaires peuvent être distribués à tout moment, aux conditions suivantes:

(i) des comptes intérimaires sont établis par le Conseil;

(ii) ces comptes intérimaires montrent que des bénéfices et autres réserves (en ce compris la prime d'émission) suffisants sont disponibles pour une distribution; étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale;

(iii) la décision de distribuer des dividendes intérimaires doit être adoptée par le Conseil dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires;

(iv) les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés, compte tenu des actifs de la Société; et

(v) si les dividendes intérimaires qui ont été distribué excèdent les bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, les associés doivent reverser l'excès à la Société.

VI. Dissolution - Liquidation

15.1. La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution des associés adoptée par la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social. Les associés nomment un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être associés, pour réaliser la liquidation et déterminent leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire des associés, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

15.2. Le boni de liquidation après la réalisation des actifs et le paiement des dettes est distribué aux associés proportionnellement aux parts sociales détenues par chacun d'entre eux.

VII. Dispositions générales

16.1. Les convocations et communications, respectivement les renoncations à celles-ci, sont faites, et les Résolutions Circulaires des Gérants ainsi que les Résolutions Circulaires des Associés sont établies par écrit, télégramme, télécopie, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

16.2. Les procurations sont données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un gérant conformément aux conditions acceptées par le Conseil.

16.3. Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition de satisfaire aux conditions légales pour être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des Résolutions Circulaires des Gérants, des résolutions adoptées par le Conseil par téléphone ou visioconférence et des Résolutions Circulaires des Associés, selon le cas, sont apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document.

16.4. Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la loi et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à tout accord conclu de temps à autre entre les associés.

Souscription et Paiement

La partie comparante ayant ainsi arrêté les Statuts de la Société, cette partie comparante ici représentée comme indiqué ci-dessus, a déclaré souscrire au douze mille cinq cent (12.500) parts sociales et a déclaré avoir libéré en espèces douze mille cinq cent euro (EUR 12.500,-) affecté au capital social de la Société.

La preuve de ce paiement a été apportée au notaire instrumentant qui constate que les conditions prévues à l'article 183 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ont été respectées.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence à la date de constitution de la Société et se termine le 31 décembre 2010.

Déclaration de l'associé unique à la place de l'Assemblée Générale

La personne susnommée, représentant la totalité du capital souscrit a immédiatement fait les démarches pour entériner les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la Société se situe au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.
2. La personne suivante est désignée Gérant de Classe A de la Société pour une durée indéterminée:
 - Mr Alexandre Machkevitch, né le 23 février 1954 à Frunze, Kirgizistan, résidant 11, Frohburgstrasse, 8832 Wollerau, Switzerland; et
3. La personne suivante est désignée Gérant de Classe B de la Société pour une durée indéterminée:
 - ALM Luxembourg Services S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg en cours d'immatriculation au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
4. Les personnes suivantes sont désignées Gérants de Classe C de la Société pour une durée indéterminée:
 - Manacor Luxembourg S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois ayant son siège social 46A, avenue J.F. Kennedy L-1855 Luxembourg, enregistrée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B9098;
 - M. Martinus C.J Weijermans, né le 26 août 1970 à s'Gravenhage, Pays-Bas résidant professionnellement 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg;

Evaluation des frais

Les frais, coûts, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui seront supportés par la Société en raison de sa constitution, sont estimés approximativement à EUR 1.200.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande de la comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande de la même comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, celle-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Pour copie conforme.

Esch-sur-Alzette, le 3 décembre 2009.

Blanche MOUTRIER.

DRAFT ARTICLES as they will read after the amendment thereof on 31 March 2010

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. The name of the company is "ALM Luxembourg Investments S.à r.l." (the Company). The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and, in particular, the law of August 10, 1915, on commercial companies, as amended (the Law), and these articles of incorporation (the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1. The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the municipality by a resolution of the board of managers. The registered office may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers provided always that no such branch or other office is established in the United Kingdom. Where the board of managers determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad (but never to the United Kingdom) until the complete cessation of these circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, remains a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Corporate object.

3.1. The purpose of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such participations. The Company may in particular acquire by subscription, purchase and exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company, foundation or enterprise, including any company, foundation or enterprise outside the Grand Duchy of Luxembourg. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

3.2. The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. The Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or some of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated activities of the financial sector without having obtained the required authorisation.

3.3. The Company may use any techniques and instruments to efficiently manage its investments and to protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property which, directly or indirectly, favour or relate to its corporate object.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited duration.

4.2. The Company is not dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several shareholders.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1. The share capital is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-), represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares in registered form, having a par value of one euro (EUR 1.-) each, all subscribed and fully paid-up.

5.2. The share capital may be increased or decreased unlimited number of times by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

Art. 6. Shares.

6.1. The shares are indivisible and the Company recognises only one (1) owner per share.

6.2. Shares are freely transferable among shareholders.

Where the Company has a sole shareholder, shares are freely transferable to third parties.

Where the Company has more than one shareholder, the transfer of shares (inter vivos) to third parties is subject to the prior approval of the shareholders representing at least three-quarters of the share capital.

A share transfer is only binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code. The Company shall refuse to register the transfer of a share where the relevant instrument of transfer has been executed in the United Kingdom

The shares shall not be paired with any shares issued by a company incorporated in the United Kingdom.

6.3. A register of shareholders is kept at the registered office (outside the United Kingdom at all times) and may be examined by each shareholder upon request. No register of shareholders shall be kept by or on behalf of the Company in the United Kingdom.

6.4. The Company may redeem its own shares provided that the Company has sufficient distributable reserves for that purpose or if the redemption results from a reduction of the Company's share capital.

III. Management - Representation

Art. 7. Appointment and Removal of managers.

7.1. The Company is managed by a board of managers (the Board) composed of at least one (1) class A manager (hereafter Class A Manager), one (1) class B manager (hereafter Class B Manager) and two (2) class C manager (hereafter Class C Manager) appointed by a resolution of the shareholders, which sets the term of their office. The managers need not be shareholders.

7.2. No person resident or based in the United Kingdom for UK tax or other purposes may (a) be elected or appointed as manager or (b) act as manager. For the purposes of (b) above, a manager who becomes resident or based in the United Kingdom for UK tax or other purposes shall be treated as having resigned immediately prior to becoming a resident or based in the United Kingdom.

7.3. The Board may choose from among its members a chairman. No manager may act as chairman for a meeting of the Board if he is present in the United Kingdom at the time of that meeting of the Board.

7.4. Without prejudice to article 7.2 (b), the managers may be removed at any time (with or without cause) by a resolution of the shareholders.

Art. 8. Board of managers.

8.1. Powers of the board of managers

(i) All powers not expressly reserved to the shareholder(s) by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, who has all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the corporate object.

(ii) Special and limited powers may be delegated for specific matters to one or more agents by the Board .

8.2. Procedure

(i) The Board meets upon the request of any manager, at the place indicated in the convening notice which, in principle, is in Luxembourg (and in any cases never in the United Kingdom).

(ii) Written notice of any meeting of the Board is given to all managers at least forty-eight (48) hours in advance, except in case of emergency, the nature and circumstances of which are set forth in the notice of the meeting.

(iii) No notice is required if all members of the Board are present or represented and if they state to have full knowledge of the agenda of the meeting. No notice and no board papers are required to be given to any member of the Board who is physically present in the United Kingdom. Notice of a meeting may also be waived by a manager, either before or after a meeting. Separate written notices are not required for meetings that are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(iv) A manager may grant a power of attorney to another manager who is not resident or based in the United Kingdom for UK tax or other purposes in order to be represented at any meeting of the Board.

(v) The Board can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented and includes the Class A Manager or his duly appointed attorney provided that a majority of those members present or represented are not resident or based in the United Kingdom for UK tax or other purposes. Resolutions of the Board are validly taken by a majority of the votes of the managers present or represented unless that majority does not include the Class A Manager or his duly appointed attorney. In case of tie of votes, the chairman will have a decisive vote. The resolutions of the Board are recorded in minutes signed by the chairman of the meeting or, if no chairman has been appointed, by all the managers present or represented.

(vi) Where the appointment of the manager acting as aforesaid is defective as a result of that manager or person causing there to be a majority of managers resident or based in the United Kingdom for UK tax or other purposes, or such manager would otherwise be disqualified or required to vacate office or treated as having resigned as a result of causing there to be a majority of managers resident or based in the United Kingdom for UK tax or other purposes, all acts done by, in preparation for, or pursuant to any meeting of the managers at which that person was present or in connection with any written resolution signed by or on behalf of that person shall be void.

(vii) Any manager may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference or by any other means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. The participation by these means is deemed equivalent to a participation in person at a meeting duly convened and held provided that no manager may participate in a meeting of the Board whether by teleconference or other communications equipment or otherwise where such manager is physically present in the United Kingdom. Where any manager participates in a meeting of the Board in the United Kingdom all acts and resolutions of that meeting shall be void.

(viii) Circular resolutions signed by all the managers (the Managers Circular Resolutions), are valid and binding as if passed at a Board meeting duly convened and held and bear the date of the last signature provided that no Managers Circular Resolutions may be signed in the United Kingdom. Any Managers Circular Resolutions signed by any manager in the United Kingdom shall be void."

8.3. Representation

(i) Subject to Articles 8.3 (ii) and (iii), the Company shall be bound towards third parties in all matters by the joint signature of any two managers of which at least one is a Class C Manager.

(ii) Subject to the rights of the general meeting of the shareholders and to Article 8.3 (iii), the Company shall only be bound with respect to resolutions relating to the following matters by the signature of two managers of which one is a Class A Manager and the other is a Class C Manager:

a. any matter relating directly or indirectly to Eurasian Natural Resources Corporation PLC, a company organized and existing under the laws of the United Kingdom, its successors or assigns or any of their respective parent company, if applicable;

b. any change in the nature or scope of the business of the Company or of any entity the board of directors or managers of which includes at least one representative appointed by the Company or of which the Company is a member or a shareholder;

c. any alteration to the constitutional documents of the Company, including these articles of association, or of any entity the board of directors or managers of which includes at least one representative appointed by the Company or of which the Company is a member or a shareholder;

d. the appointment of auditors of the Company or of any entity the board of directors or managers of which includes at least one representative appointed by the Company or of which the Company is a member or a shareholder;

e. any issuance, acquisition, disposal, redemption or repurchase of shares or interests by any entity the board of directors or managers of which includes at least one representative appointed by the Company or of which the Company is a member or a shareholder;

f. any transaction (i) under which the maximum liability of the Company or any entity the board of directors or managers of which includes at least one representative appointed by the Company or of which the Company is a member or a shareholder is either unlimited or is equal to or exceeds an amount equal to five percent of the revenues of the Company or such entity for the last financial year, or (ii) the economic effect of which is equivalent to the acquisition, disposal, encumbrance or similar effect of an asset valued at in excess of five per cent of the revenues for the last financial year of the Company or an entity the board of managers or members of which includes at least one representative appointed by the Company or of which the Company is a member or a shareholder;

g. any action of the Company or of any entity the board of managers of which includes at least one representative appointed by the Company or of which the Company is a member or a shareholder in connection with court, arbitration or other similar proceedings;

h. any participation directly or indirectly in the capital of another entity or changing the size of such participation;

i. any matter relating to the merger, demerger, dissolution or liquidation of the Company or of any entity the board of directors or managers of which includes at least one representative appointed by the Company or of which the Company is a member or a shareholder;

j. transferring any duty of the Company to another entity;

k. lending or borrowing money by the Company or any entity the board of directors or managers of which includes at least one representative appointed by the Company or of which the Company is a member or a shareholder where the loan amount or the amount of borrowed money is equal to or exceeds five percent of revenues of the Company or such entity for the last financial year.

(iii) Nothing in Articles 8.3 (i) or (ii) above shall authorise or permit the appointment (or the variation of the terms of appointment) of any person as Board Representative, which shall be governed exclusively by Article 8.1 (iii).

Art. 9. Liability of the managers.

9.1. The managers may not, by reason of their mandate, be held personally liable for any commitments validly made by them in the name of the Company, provided such commitments comply with the Articles and the Law.

IV. Shareholder(s)

Art. 10. General meetings of shareholders and Shareholders circular resolutions.

10.1. Powers and voting rights

(i) Resolutions of the shareholders are adopted at a general meeting of shareholders (the General Meeting) or by way of circular resolutions (the Shareholders Circular Resolutions).

(ii) Where resolutions are to be adopted by way of Shareholders Circular Resolutions, the text of the resolutions is sent to all the shareholders, in accordance with the Articles. Shareholders Circular Resolutions signed by all the shareholders are valid and binding as if passed at a General Meeting duly convened and held and bear the date of the last signature.

(iii) Each share entitles to one (1) vote.

10.2. Notices, quorum, majority and voting procedures

(i) The shareholders are convened to General Meetings or consulted in writing at the initiative of any manager or shareholder representing more than one-half of the share capital.

(ii) Written notice of any General Meeting is given to all shareholders at least eight (8) days in advance of the date of the meeting, except in case of emergency, the nature and circumstances of which are set forth in the notice of the meeting.

(iii) General Meetings are held at such place and time specified in the notices.

(iv) If all the shareholders are present or represented and consider themselves as duly convened and informed of the agenda of the meeting, the General Meeting may be held without prior notice.

(v) A shareholder may grant a written power of attorney to another person, whether or not a shareholder, in order to be represented at any General Meeting.

(vi) Resolutions to be adopted at General Meetings or by way of Shareholders Circular Resolutions are passed by shareholders owning more than one-half of the share capital. If this majority is not reached at the first General Meeting or first written consultation, the shareholders are convened by registered letter to a second General Meeting or consulted a second time and the resolutions are adopted at the General Meeting or by Shareholders Circular Resolutions by a majority of the votes cast, regardless of the proportion of the share capital represented.

(vii) The Articles are amended with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital.

(viii) Any change in the nationality of the Company and any increase of a shareholder's commitment in the Company require the unanimous consent of the shareholders.

Art. 11. Sole shareholder.

11.1. Where the number of shareholders is reduced to one (1), the sole shareholder exercises all powers conferred by the Law to the General Meeting.

11.2. Any reference in the Articles to the shareholders and the General Meeting or to Shareholders Circular Resolutions is to be read as a reference to such sole shareholder or the resolutions of the latter, as appropriate.

11.3. The resolutions of the sole shareholder are recorded in minutes or drawn up in writing.

V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision

Art. 12. Financial year and Approval of annual accounts.

12.1. The financial year begins on the first (1) of January and ends on the thirty-first (31) of December of each year.

12.2. Each year, the Board prepares the balance sheet and the profit and loss account, as well as an inventory indicating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising the Company's commitments and the debts of the manager(s) and shareholders towards the Company.

12.3. Each shareholder may inspect the inventory and the balance sheet at the registered office.

12.4. The balance sheet and profit and loss account are approved at the annual General Meeting or by way of Shareholders Circular Resolutions within six (6) months from the closing of the financial year.

Art. 13. Réviseurs d'entreprises.

13.1. The operations of the Company are supervised by one or several réviseurs d'entreprises, when so required by law.

13.2. The shareholders appoint the réviseurs d'entreprises, if any, and determine their number, remuneration and the term of their office, which may not exceed six (6) years. The réviseurs d'entreprises may be re-appointed.

Art. 14. Allocation of profits.

14.1. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) is allocated to the reserve required by Law. This allocation ceases to be required when the legal reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

14.2. The shareholders determine how the balance of the annual net profits is allocated. It may allocate such balance to the payment of a dividend, transfer such balance to a reserve account or carry it forward in accordance with applicable legal provisions.

14.3. Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

(i) interim accounts are drawn up by the Board;

(ii) these interim accounts show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by carried forward profits and distributable reserves, and decreased by carried forward losses and sums to be allocated to the legal reserve;

(iii) the decision to distribute interim dividends must be taken by the Board within two (2) months from the date of the interim accounts;

(iv) the rights of the creditors of the Company are not threatened, taking into account the assets of the Company; and

(v) where the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the shareholders must refund the excess to the Company.

VI. Dissolution - Liquidation

15.1. The Company may be dissolved at any time, by a resolution of the shareholders, adopted with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital. The shareholders appoint one or several liquidators, who need not be shareholders, to carry out the liquidation and determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the shareholders, the liquidators have the broadest powers to realise the assets and pay the liabilities of the Company.

15.2. The surplus after the realisation of the assets and the payment of the liabilities is distributed to the shareholders in proportion to the shares held by each of them.

VII. General provisions

16.1. Notices and communications are made or waived and the Managers Circular Resolutions as well as the Shareholders Circular Resolutions are evidenced in writing, by telegram, telefax, e-mail or any other means of electronic communication.

16.2. Powers of attorney are granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a manager in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

16.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements to be deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of the Managers Circular Resolutions, the resolutions adopted by the Board by telephone or video conference and the Shareholders Circular Resolutions, as the case may be, are affixed on one original or on several counterparts of the same document, all of which taken together constitute one and the same document.

16.4. All matters not expressly governed by the Articles are determined in accordance with the law and, subject to any non waivable provisions of the law, any agreement entered into by the shareholders from time to time.

Suit la traduction française du texte qui précède:

I. Dénomination - Siège social - Objet - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Le nom de la société est "ALM Luxembourg Investments S.à r.l." (la Société). La Société est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), ainsi que par les présents statuts (les Statuts).

Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Il peut être transféré dans la commune par décision du conseil de gérance. Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution des associés, selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du conseil de gérance à condition qu'en toute circonstance aucune de ces filiales ou autres bureaux ne soient établis au Royaume-Uni. Lorsque le conseil de gérance estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger (mais jamais au Royaume-Uni), jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1. L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle

de toute société, fondation ou entreprise, en ce compris toute société, fondation ou entreprise établie à l'extérieur du Grand-Duché de Luxembourg. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.2. La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de titres et instruments de toute autre nature. La Société peut prêter des fonds, y compris notamment, les revenus de tous emprunts, à ses filiales, sociétés affiliées ainsi qu'à toutes autres sociétés. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés sur toute ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

3.3. La Société peut employer toutes les techniques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4. La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.

Art. 4. Durée.

4.1. La Société est formée pour une durée indéterminée.

4.2. La Société n'est pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

II. Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital.

5.1. Le capital social est fixé à douze mille cinq cent euros (EUR 12.500,-), représenté par douze mille cinq cent (12.500) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale de un euro (EUR 1,-) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2. Le capital social peut être augmenté ou réduit sans limitation par une résolution des associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

Art. 6. Parts sociales.

6.1. Les parts sociales sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par part sociale.

6.2. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Lorsque la Société a un associé unique, les parts sociales sont librement cessibles aux tiers.

Lorsque la Société a plus d'un associé, la cession des parts sociales (inter vivos) à des tiers est soumise à l'accord préalable des associés représentant au moins les trois-quarts du capital social.

Une cession de parts sociales n'est opposable à l'égard de la Société ou des tiers, qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par celle-ci conformément à l'article 1690 du Code Civil. La Société refusera d'enregistrer tout transfert de part sociale lorsque l'instrument ayant procédé au transfert a été signé au Royaume-Uni.

Les parts sociales ne peuvent en aucun cas être couplées avec toute part sociale ou action émise par une société immatriculée au Royaume-Uni.

6.3. Un registre des associés est tenu au siège social (en toutes circonstances, en dehors du Royaume-Uni) et peut être consulté à la demande de chaque associé. Aucun registre d'actionnaires ne sera tenu par la Société ou pour son compte au Royaume-Uni.

6.4. La Société peut racheter ses propres parts sociales à condition que la Société ait des réserves distribuables suffisantes à cet effet ou que le rachat résulte de la réduction du capital social de la Société.

III. Gestion - Représentation

Art. 7. Nomination et Révocation des gérants.

7.1. La Société est gérée par un conseil de gérance (le Conseil) composé au moins de un (1) gérant de classe A (ci-après Gérant de Classe A), un (1) gérant de classe B (ci-après Gérant de Classe B) et deux (2) gérants de classe C (ci-après Gérant de Classe C) nommés par une résolution des associés qui fixe la durée de leur mandat. Les gérants ne doivent pas nécessairement être associés.

7.2. Aucune personne résidant ou considérée comme établie au Royaume-Uni au sens du droit fiscal britannique ou pour toute autre raison ne peut (a) être élue ou nommée en qualité de gérant ou (b) agir de fait comme un gérant. Pour les besoins du (b) ci-dessus, un gérant qui devient résident du Royaume-Uni au sens du droit fiscal britannique ou pour toute autre raison sera considéré comme ayant immédiatement renoncé à cette fonction avant même de devenir résident ou d'être considéré comme établi au Royaume-Uni.

7.3. Le Conseil peut choisir parmi ses membres un président. Aucun gérant ne peut agir comme président pour une réunion du Conseil s'il est physiquement présent au Royaume-Uni au moment de cette réunion du Conseil.

7.4. Sans préjudice de l'article 7.2 (b), les gérants sont révocables à tout moment (avec ou sans raison) par une décision des associés.

Art. 8. Conseil de gérance.

8.1. Pouvoirs du conseil de gérance

(i) Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts à ou aux associés sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

(ii) Des pouvoirs spéciaux et limités peuvent être délégués par le Conseil à un ou plusieurs agents pour des tâches spécifiques.

8.2. Procédure

(i) Le Conseil se réunit sur la convocation de tout gérant au lieu indiqué dans l'avis de convocation, qui en principe, est au Luxembourg (et en aucun cas au Royaume-Uni).

(ii) Il est donné à tous les gérants une convocation écrite de toute réunion du Conseil au moins quarante-huit (48) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence sont mentionnées dans la convocation à la réunion.

(iii) Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir parfaitement eu connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Aucune convocation et aucun compte rendu ne doivent nécessairement être remis à un membre du Conseil qui est physiquement présent au Royaume-Uni. Un gérant peut également renoncer à la convocation à une réunion, que ce soit avant ou après ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant dans des lieux et à des heures fixées dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.

(iv) Un gérant peut donner une procuration à un autre gérant qui n'est pas résident ou établi au Royaume-Uni pour des raisons fiscales anglaises ou autres afin de le représenter à toute réunion du Conseil.

(v) Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés et comprend le Gérant de Classe A ou son représentant dûment nommé sous réserve que la majorité de ces membres présents ou représentés ne soient pas résidents ou basés au Royaume-Uni pour des raisons fiscales anglaises ou autres. Les décisions du Conseil sont valablement adoptées à la majorité des voix des gérants présents ou représentés, sauf si cette majorité n'inclut pas le Gérant de Classe A ou son représentant dûment nommé. En cas d'égalité la voix du président est prépondérante. Les décisions du Conseil sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président de la réunion ou, si aucun président n'a été nommé, par tous les gérants présents ou représentés.

(vi) Lorsque la nomination du gérant agissant tel que décrit ci-avant est irrégulière au motif que ce gérant ou cette personne entraîne qu'une majorité de gérants soit résidente ou basée au Royaume-Uni pour des raisons fiscales anglaises ou autres, ou que ce gérant serait autrement disqualifié ou requis d'abandonner ses fonctions ou traité comme ayant démissionné au motif que ce gérant ou cette personne entraîne qu'une majorité de gérants est résidente ou basée au Royaume-Uni pour des raisons fiscales anglaises ou autres, tous les actes faits par, en vue de la préparation de, ou conformément à toute réunion de gérants à laquelle cette personne était présente ou associée ou en relation avec toute résolution écrite signée par ou pour le compte de cette personne seront nuls.

(vii) Tout gérant peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou visioconférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue étant entendu qu'aucun gérant ne peut participer à une réunion du Conseil par téléconférence, d'autres moyens de communication ou autrement si ce gérant est physiquement présent au Royaume-Uni. Si un gérant participe à une réunion du Conseil alors qu'il se trouve au Royaume-Uni, tous les actes et décisions de cette réunion seront nuls.

(viii) Des résolutions circulaires signées par tous les gérants (les Résolutions Circulaires des Gérants) sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature étant entendu qu'aucune Résolution Circulaire des Gérants ne peut être signée au Royaume-Uni. Toute Résolution Circulaire des Gérants signée par un gérant depuis le Royaume-Uni sera nulle.

8.3. Représentation

(i) Sous réserve des Articles 8.3 (ii) et (iii), la Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par la signature conjointe des deux gérants dont l'un au-moins est un Gérant de Classe C.

(ii) Sous réserve des droits de l'assemblée générale des associés et de l'Article 8.3 (iii), la Société est uniquement engagée pour les décisions relatives aux sujets suivants par la signature de deux gérants dont l'un est un Gérant de Classe A et l'autre un Gérant de Classe C:

a. Tout sujet en relation directe ou indirecte avec Eurasian Natural Resources Corporation PLC, une société constituée et existante selon les lois du Royaume-Uni, ses successeurs ou ayants-droit ou leurs sociétés affiliées respectives, le cas échéant;

b. Tout changement dans la nature ou l'étendue des affaires de la société ou de toute entité dont le conseil d'administration ou de gérance comprend un représentant nommé par la Société ou dont la Société est un membre ou un actionnaire;

c. Toute modification des documents constitutifs de la Société, y compris ces Statuts, ou de toute entité dont le conseil d'administration ou de gérance comprend au moins un représentant nommé par la Société ou dont la Société est un membre ou actionnaire;

d. La nomination des auditeurs de la Société ou de toute entité dont le conseil d'administration ou de gérance comprend au moins un représentant nommé par la Société ou dont la Société est un membre ou actionnaire;

e. Toute émission, acquisition, disposition, rachat d'actions ou d'intérêts dans toute entité dont le conseil d'administration ou de gérance comprend au moins un représentant nommé par la Société ou dont la Société est un membre ou actionnaire;

f. Toute transaction (i) pour laquelle la responsabilité maximale de Société ou de toute entité dont le conseil d'administration ou de gérance comprend au moins un représentant nommé par la Société ou dont la Société est un membre ou actionnaire, est soit illimitée soit égale ou supérieure à un montant égal à cinq pour cent des revenus de la Société ou d'une telle entité lors du dernier exercice comptable, ou (ii) dont les effets économiques sont équivalents à l'acquisition, la disposition, l'engagement ou assimilés d'un actif évalué à une valeur excédant cinq pour cent des revenus du dernier exercice comptable de la Société ou d'une entité dont le conseil d'administration ou de gérance comprend au moins un représentant nommé par la Société ou dont la Société est un membre ou actionnaire;

g. Toute action de la Société ou de toute entité dont le conseil d'administration ou de gérance comprend au moins un représentant nommé par la Société ou dont la Société est un membre ou actionnaire en rapport avec une procédure judiciaire ou arbitrale ou toute autre procédure similaire;

h. Toute participation directe ou indirecte dans le capital d'une autre entité ou modifiant la taille d'une telle participation;

i. Tout sujet relatif à la fusion, la scission, la dissolution ou la liquidation de la Société ou de toute entité dont le conseil d'administration ou de gérance comprend au moins un représentant nommé par la Société ou dont la Société est un membre ou actionnaire

j. Transférant n'importe quelle obligation de la Société à une autre entité; et

k. Relatif au prêt ou à l'emprunt d'argent par la Société ou par toute entité dont le conseil d'administration ou de gérance comprend au moins un représentant nommé par la Société ou dont la Société est un membre ou actionnaire lorsque le montant du prêt ou de l'emprunt est égal ou supérieur à cinq pour cent des revenus de la Société ou d'une telle entité lors du dernier exercice.

(iii) Rien dans l'Article 8.3 (i) ou (ii) ci-dessus n'autorise ou ne permet la nomination (ou la modification des termes d'une nomination) d'une personne en tant que Représentant du Conseil, une telle nomination étant gouvernée exclusivement par l'Article 8.1 (iii).

Art. 9. Responsabilité des gérants.

9.1. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

IV. Associé(s)

Art. 10. Assemblées générales des associés et Résolutions circulaires des associés.

10.1. Pouvoirs et droits de vote

(i) Les résolutions des associés sont adoptées en assemblée générale des associés (l'Assemblée Générale) ou par voie de résolutions circulaires (les Résolutions Circulaires des Associés).

(ii) Dans le cas où les résolutions sont adoptées par Résolutions Circulaires des Associés, le texte des résolutions est communiqué à tous les associés, conformément aux Statuts. Les Résolutions Circulaires des Associés signées par tous les associés sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une Assemblée Générale valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

(iii) Chaque part sociale donne droit à un (1) vote.

10.2. Convocations, quorum, majorité et procédure de vote

(i) Les associés sont convoqués aux Assemblées Générales ou consultés par écrit à l'initiative de tout gérant ou des associés représentant plus de la moitié du capital social.

(ii) Une convocation écrite à toute Assemblée Générale est donnée à tous les associés au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les circonstances de cette urgence sont précisées dans la convocation à ladite assemblée.

(iii) Les Assemblées Générales seront tenues au lieu et heure précisés dans les convocations.

(iv) Si tous les associés sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été valablement convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation préalable.

(v) Un associé peut donner une procuration écrite à toute autre personne, associé ou non, afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

(vi) Les décisions à adopter par l'Assemblée Générale ou par Résolutions Circulaires des Associés sont adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première Assemblée Générale ou première consultation écrite, les associés sont convoqués par lettre recommandée à une seconde Assemblée Générale ou consultés une seconde fois, et les décisions sont adoptées par l'Assemblée Générale ou par Résolutions Circulaires des Associés à la majorité des voix exprimées, sans tenir compte de la proportion du capital social représenté.

(vii) Les Statuts sont modifiés avec le consentement de la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social.

(viii) Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un associé dans la Société exige le consentement unanime des associés.

Art. 11. Associé unique.

11.1. Dans le cas où le nombre des associés est réduit à un (1), l'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale.

11.2. Toute référence dans les Statuts aux associés et à l'Assemblée Générale ou aux Résolutions Circulaires des Associés doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à l'associé unique ou aux résolutions de ce dernier.

11.3. Les résolutions de l'associé unique sont consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle

Art. 12. Exercice social et Approbation des comptes annuels.

12.1. L'exercice social commence le premier (1) janvier et se termine le trente et un (31) décembre de chaque année.

12.2. Chaque année, le Conseil dresse le bilan et le compte de profits et pertes, ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes du ou des gérants et des associés envers la Société.

12.3. Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social.

12.4. Le bilan et le compte de profits et pertes sont approuvés par l'Assemblée Générale annuelle ou par Résolutions Circulaires des Associés dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social.

Art. 13. Réviseurs d'entreprises.

13.1. Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises, dans les cas prévus par la loi.

13.2. Les associés nomment les réviseurs d'entreprises, s'il y a lieu, et déterminent leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat, lequel ne peut dépasser six (6) ans. Les réviseurs d'entreprises peuvent être renommés.

Art. 14. Affectation des bénéfices.

14.1. Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la Loi. Cette affectation cesse d'être exigée quand la réserve légale atteint dix pour cent (10 %) du capital social.

14.2. Les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Ils peuvent allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter en respectant les dispositions légales applicables.

14.3. Des dividendes intérimaires peuvent être distribués à tout moment, aux conditions suivantes:

(i) des comptes intérimaires sont établis par le Conseil;

(ii) ces comptes intérimaires montrent que des bénéfices et autres réserves (en ce compris la prime d'émission) suffisants sont disponibles pour une distribution; étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale;

(iii) la décision de distribuer des dividendes intérimaires doit être adoptée par le Conseil dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires;

(iv) les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés, compte tenu des actifs de la Société; et

(v) si les dividendes intérimaires qui ont été distribués excèdent les bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, les associés doivent reverser l'excès à la Société.

VI. Dissolution - Liquidation

15.1. La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution des associés adoptée par la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social. Les associés nomment un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être associés, pour réaliser la liquidation et déterminent leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire des associés, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

15.2. Le boni de liquidation après la réalisation des actifs et le paiement des dettes est distribué aux associés proportionnellement aux parts sociales détenues par chacun d'entre eux.

VII. Dispositions générales

16.1. Les convocations et communications, respectivement les renoncements à celles-ci, sont faites, et les Résolutions Circulaires des Gérants ainsi que les Résolutions Circulaires des Associés sont établies par écrit, télégramme, télécopie, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

16.2. Les procurations sont données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un gérant conformément aux conditions acceptées par le Conseil.

16.3. Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition de satisfaire aux conditions légales pour être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des Résolutions Circulaires des Gérants, des résolutions adoptées par le Conseil par téléphone ou visioconférence et des Résolutions Circulaires des Associés, selon le cas, sont apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document.

16.4. Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la loi et, sous réserve de dispositions légales d'ordre public, à tout accord conclu de temps à autre entre les associés.

Référence de publication: 2010042686/1479.

(100054865) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2010.

International Trustees S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 47, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 39.578.

Les comptes annuels au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FBK

FIDUCIAIRE BENOY KARTHEISER

45-47 route d'Arlon - L-1140 LUXEMBOURG

Signature

Référence de publication: 2010040361/13.

(100039724) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2010.

MGJL Management (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 125.000,00.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 8, rue Heinrich Heine.

R.C.S. Luxembourg B 136.987.

Extrait des résolutions en date du 14 juillet 2009:

1. Il est mis fin en date du 30 novembre 2009 au mandat de gérant à savoir:

a) Mr Michael Chidiac, né le 29 juin 1966 à Beyrouth (Liban);

2. Le gérant suivant est nommé en date du 30 novembre 2009 et cela pour une durée illimitée:

b) Mr Dominique Prince, né le 29 octobre 1978 à Malmedy (Belgique), de résidence professionnelle: 8, rue Heine, L-1720 Luxembourg;

- Le conseil de Gérance se compose comme suit:

Mr Michael O'Sullivan

Mr Dominique Prince

Mr Godfrey Abel

Mr James Hodgkinson

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Craig Williamson

Mandataire

Référence de publication: 2010040144/23.

(100040229) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2010.

Welku S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2419 Luxembourg, 3, rue du Fort Rheinsheim.
R.C.S. Luxembourg B 70.697.

Le bilan et annexes au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 18 mars 2010. Signature.

Référence de publication: 2010040370/10.

(100039913) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2010.

Jos Petry S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5440 Remerschen, 124, Waïstrooss.
R.C.S. Luxembourg B 49.492.

Les comptes annuels au 31/12/2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18/03/2010.

G.T. Experts Comptables Sàrl
Luxembourg
Signature

Référence de publication: 2010040374/13.

(100039897) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2010.

Clarins Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 51.210.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour CLARINS LUXEMBOURG S.A.
Intertrust (Luxembourg) S.A.
Signatures

Référence de publication: 2010040375/12.

(100039687) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2010.

Northwest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6850 Manternach, 8, Syrdallstrooss.
R.C.S. Luxembourg B 66.233.

Les comptes annuels au 31/12/2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18/03/2010.

G.T. Experts Comptables Sàrl
Luxembourg
Signature

Référence de publication: 2010040376/13.

(100039895) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2010.

Le Grand Chêne S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 123.649.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Le Grand Chêne S.A.
Intertrust (Luxembourg) S.A.
Signatures

Référence de publication: 2010040377/12.

(100039685) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2010.

Northwest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6850 Manternach, 8, Syrdallstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 66.233.

Les comptes annuels au 31/12/2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18/03/2010.

G.T. Experts Comptables Sàrl
Luxembourg
Signature

Référence de publication: 2010040378/13.

(100039893) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2010.

Gernika S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8005 Bertrange, 209, rue des Romains.

R.C.S. Luxembourg B 56.717.

Les comptes annuels au 31/12/2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18/03/2010.

G.T. Experts Comptables Sàrl
Luxembourg
Signature

Référence de publication: 2010040379/13.

(100039889) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2010.

SEGOVIA S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1419 Luxembourg, 58, Montée de Dommeldange.

R.C.S. Luxembourg B 138.181.

Les comptes annuels au 31/12/2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18/03/2010.

G.T. Experts Comptables Sàrl
Luxembourg
Signature

Référence de publication: 2010040380/13.

(100039884) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2010.

Transport & Technik s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6415 Echternach, 7, rue Bréilekes.

R.C.S. Luxembourg B 104.989.

Les comptes annuels au 31.12.2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 18 mars 2010.
Fiduciaire de l'Est S.A.
9-13, rue Bréilekes L-6415 ECHTERNACH
p.d. Signature

Référence de publication: 2010040381/13.

(100039882) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2010.

Société Luxembourgeoise de Cremation, Feuerbestattung Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6414 Echternach, 1, rue des Bénédictins.

R.C.S. Luxembourg B 50.045.

Les comptes annuels au 31.12.2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 18 mars 2010.
Fiduciaire de l'Est S.A.
9-13, rue Bréilekes L-6415 ECHTERNACH
p.d. Signature

Référence de publication: 2010040382/13.

(100039877) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2010.

Riega S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5495 Wintrange, 28, route du Vin.

R.C.S. Luxembourg B 44.099.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 18 mars 2010.
Fiduciaire de l'Est S.A.
9-13, rue Bréilekes L-6415 ECHTERNACH
p.d. Signature

Référence de publication: 2010040383/13.

(100039874) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2010.

Lux Inter Cars S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5610 Mondorf-les-Bains, 1, avenue des Bains.

R.C.S. Luxembourg B 93.064.

Les comptes annuels au 31.12.2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 18 mars 2010.
Fiduciaire de l'Est S.A.
9-13, rue Bréilekes L-6415 ECHTERNACH
p.d. Signature

Référence de publication: 2010040384/13.

(100039872) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2010.

Mare Foundation, Fondation.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg G 207.

STATUTES

In the year two thousand and ten, on the twenty-fourth day of the month of March.

Appeared before Maître Joseph Gloden, notary, residing in Grevenmacher, Grand Duchy of Luxembourg,

Mare Foundation (the "Foundation"), a foundation governed by the laws of Switzerland, having its registered seat in Alpenstrasse 7, 6300 Zug, Switzerland, represented by Mr Francois Diederik Rosendaal, general counsel, born on 27 May 1952 in Rotterdam, of Dutch nationality, residing in 11 Avenue d'Alsace, 06240 Beausoleil, France, pursuant to a resolution

of 22 March 2010, which shall remain annexed to the present deed to be registered therewith, which declared that, pursuant to a unanimous resolution taken by its Board on 16 June 2009, a copy of which has been produced to the notary and which shall remain annexed to the present deed to be registered therewith, it had been resolved:

(1) to transfer the Foundation and its registered seat from Switzerland to Luxembourg and to subject the Foundation to Title II of the law of 21 April 1928 on non-profit associations and foundations, as amended (the "Law of 21 April 1928, as amended").

(2) to restate the articles of association (the "Articles") of the Foundation as follows.

The appearing party requests the notary to state that following accomplishment of the formalities required by Swiss law for a foundation to emigrate, it is now resolved:

- (i) that the Foundation immigrates to Luxembourg;
- (ii) that the registered seat of the Foundation is fixed at 63-65, rue de Merl, L-2146 Luxembourg;
- (iii) that the governing law for the Foundation will be forthwith Luxembourg law;
- (iv) that the Foundation will continue its legal personality without there being acquisition of a new legal personality as a result of the immigration.

The appearing party, in the capacity in which he acts, requested the undersigned notary, to restate as follows the Articles of the Foundation:

ARTICLES

I. Denomination - Seat - Duration

Art. 1. Denomination. The foundation bears the name: MARE FOUNDATION.

The Foundation is governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and, in particular, the law of 21 April 1928, as amended.

The Foundation was initially created as a Swiss foundation under the name of Mare Foundation. On 24th March 2010, following the relocation of its seat to Luxembourg, it has been converted into a Foundation under Luxembourg law and its Articles have been adapted accordingly.

Art. 2. Seat. The seat of the Foundation is located in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg or to another country by resolution of the Board in accordance with article 9.4.

Art. 3. Duration. The Foundation is formed for an unlimited duration.

II. Purpose

Art. 4. Purpose.

4.1. The purpose of the Foundation is to support merchant shipping worldwide, but in particular in the Netherlands, by direct donations or by supporting the initiatives of others for the purpose of the improvement of seagoing ships by the promotion of research, inter alia, in the area of fuel efficiency and energy saving in the field of propulsion of ships and also in connection with the shape or design and construction of ships by contact with foreign institutions engaged in such fields and in other fields relating to maritime navigation etc.

4.2. The Foundation is a non profit organization.

4.3. The Foundation may also achieve its purpose by transferring assets to an institution in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad which has the same or a similar purpose as the Foundation.

4.4. The Foundation may make payments in accordance with article 4.1. either directly or to any other entity which the Board deems reliable and suitable for this purpose.

III. Foundation Capital - Resources

Art. 5. Foundation Capital.

5.1. The capital (the "Capital") of the Foundation at the time of the conversion into a Foundation under Luxembourg law is Swiss francs CHF 96,587.

5.2. The Capital may be increased at any time by further contributions from the original founders or third parties. To the extent the proceeds of the Capital are not used to achieve the purpose of the Foundation, they will automatically become part of the Capital.

Art. 6. Resources. The Foundation shall finance the activities carried out in fulfilment of its purpose with the following resources:

- grants and subsidies received from States, national and supranational bodies and institutions, as well as similar contributions;
- donations and legacies of all kinds that the Foundation receives in accordance with applicable law;
- the revenues generated by the Foundation's assets.

IV. Administration

Art. 7. Board of Directors.

7.1. The Board of Directors (the "Board") is the supreme governing body of the Foundation.

7.2. The primary duties of the Board shall be to:

- determine the strategy, the policies and the objectives of the Foundation;
- identify and resolve issues relevant for the achievement of the Foundation's purpose;
- oversee the progress of the Foundation's programs;
- review and approve all grants;
- approve the Foundation's annual report;
- designate persons having the authority to commit the Foundation's resources and determine the signing authority of those persons; and
- appoint auditors to audit the accounts of the Foundation.

7.3. The Board represents the Foundation in relation to the authorities and all third parties. It shall appoint the persons authorised to sign on behalf of the Foundation and determine their signatory power.

7.4. Without prejudice to the provisions of article 7.3. here above, the Foundation will in all circumstances be bound by the single signature of the Chairman of the Board or the joint signatures of any two members of the Board.

7.5. The Board shall have the authority to create permanent or ad-hoc committees on specific issues, as it deems appropriate. These may include committees for fundraising and sponsoring, public relations, human resources, and an audit or expert committee.

7.6. Members of these committees may or may not be members of the Board, but at least one member of the Board shall be a member of each committee.

Art. 8. Composition of the Board.

8.1. The Board shall consist of at least three members.

8.2. Members of the Board and its chairman shall be elected by resolution of the Board in accordance with article 9.4. By a simple majority vote of the Board, which has to include the affirmative vote of the chairman, any member of the Board may be dismissed at any time.

8.3. Each member of the Board will be in office for an indefinite period of time.

8.4. In the event that the position of a member of the Board becomes vacant, the Board will nevertheless be deemed to be duly constituted during the period in which a successor has not yet taken up office.

8.5. The Board organises itself and may enact organisational regulations for this purpose.

8.6. Board members shall hold office on an honorary basis. Board members shall be allowed reimbursement for reasonable expenses related to the work of the Foundation, including travel expenses.

Art. 9. Board meetings.

9.1. Board meetings will be held as often as any member of the Board shall request.

9.2. At each meeting of the Board, each member has the right to cast one vote with respect to each resolution without prejudice to the casting vote of the chairman as provided in article 9.4.

9.3. No valid resolutions can be passed at a meeting of the Board, unless the chairman of the Board is present or represented, except (i) in case of unavailability of the chairman of the Board if the matter is urgent or (ii) in case of the chairman's incapacity, death or where the chairman has been declared missing.

9.4. The Board can only validly pass resolutions provided the majority of the members of the Board in office votes in favour of the resolution in question. In the event of an equality of votes, the chairman of the Board shall have a casting vote. Each member of the Board may be represented at a meeting of the Board by another member of the Board duly authorised in writing. A member of the Board may accept more than one proxy.

9.5. The Board may also pass resolutions without holding a meeting, by means of a written resolution signed by all members of the Board.

V. Annual Accounts and Budget

Art. 10. Accounting year. The accounting year begins on the first day of January of each year and ends on the 31st December of the same year.

Art. 11. Annual accounts and Budget.

11.1. The Board is responsible for the drawing up of the accounting statements of the Foundation so that they give a complete, true and accurate view of the assets and liabilities of the Foundation in accordance with generally applicable accounting principles and applicable accounting rules.

11.2. Each year, the Board shall establish the Foundation's annual accounts for the financial year just ended and a budget for the then current year.

11.3. The Board shall appoint independent auditors to audit the accounts of the Foundation.
The auditors shall report on their findings to the Board.

VI. Amendment of the Articles

Art. 12. The Board may resolve to amend these Articles. Each amendment shall be subject to the approval formalities and procedures provided in Article 32 of the Law of 21 April 1928, as amended.

VII. Winding-up Proceedings

Art. 13.

13.1. The Board may resolve to dissolve and liquidate the Foundation. The Board shall carry out the liquidation unless it appoints one or more liquidators in which case it shall specify their powers and duties.

13.2. The net assets resulting from the liquidation of the Foundation shall be transferred to a non-profit association or foundation, the purpose of which is similar or analogous to the Foundation's purpose.

VIII. Miscellaneous

Art. 14. All matters not specifically referred to in these Articles are governed by the Law of 21 April 1928, as amended.

Extraordinary general meeting

The Board has forthwith taken immediately the following resolutions:

1. The seat of the Foundation is fixed at: 63-65, rue de Merl, L-2146 Luxembourg.

2. Confirmation of the following persons as Board members:

a) Mr Martinus van der Vorm, director, born on 20 August 1958 in Rhoon, Netherlands, of Dutch nationality, residing professionally in 28-30 Boulevard des Moulins, 98000 Monaco (chairman of the Board);

b) Mr Otto Jan van der Vorm, retired, born on 8 September 1924 in Rotterdam, of Dutch nationality, residing in Sowley House, Sowley near Lymington, Hampshire, United Kingdom;

c) Mr Francois Diederik Rosendaal, general counsel, born on 27 May 1952 in Rotterdam, of Dutch nationality, residing in 11 Avenue d'Alsace, 06240 Beausoleil, France.

3. Appointment of RSM Audit Luxembourg S.à r.l., 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, as réviseur d'entreprise to the Foundation.

The present deed, worded in English, is followed by a translation into German.

In case of divergences between the English and the German text, the English version will prevail.

In faith of which we, the undersigned notary, have set our hand and seal in Luxembourg-City, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing party, who requested that the deed should be documented in the English language, the said appearing party signed the present original deed together with us, the Notary, having personal knowledge of the English language.

Folgt die deutsche Übersetzung des Textes:

MIGRATION NACH LUXEMBURG

Im Jahre zweitausendzehn, am vierundzwanzigsten Tage des Monats März.

Vor Uns, Maître Joseph Gloden, Notar, mit dem Amtssitz zu Grevenmacher, Großherzogtum Luxemburg, ist erschienen,

Mare Foundation (die "Stiftung"), eine Stiftung welche dem Schweizer Recht unterliegt, mit eingetragenem Sitz in Alpenstrasse 7, 6300 Zug, Schweiz, vertreten durch François Diederik Rosendaal, Chefjustiziar, geboren am 27. Mai 1952 in Rotterdam, holländischer Staatsbürger, wohnhaft zu 11, avenue d'Alsace, 06240, Beausoleil, Frankreich, aufgrund eines Beschlusses vom 22. März 2010, welcher gegenwärtiger Urkunde beigegeben bleibt um mit derselben einregistriert zu werden, welche verkündigt, dass gemäß eines einstimmigen Beschluss welcher von ihrem Stiftungsrat genommen wurde am 16. Juni 2009, eine Kopie dieses Beschlusses wurde dem Notar vorgelegt und bleibt gegenwärtiger Urkunde beigegeben um mit derselben einregistriert zu werden, es beschlossen wurde:

(1) die Stiftung und ihren eingetragenen Sitz von der Schweiz nach Luxemburg zu transferieren und die Stiftung dem Titel II des Gesetzes vom 21. April 1928 über gemeinnützige Vereine und Stiftung, so wie dieses Gesetz umgeändert wurde, zu unterlegen (das "Gesetz vom 21. April 1928, in seiner jeweils gültigen Fassung").

(2) die Satzung der Stiftung wie folgt neu zu formulieren (die "Satzung").

Der Erschienene ersuchte den Notar festzustellen, dass nach Durchführung der Formalitäten welche vom Schweizer Gesetz verlangt werden bezüglich der Emigration einer Stiftung, es nun beschlossen ist:

(i) dass die Stiftung nach Luxemburg emigriert;

(ii) dass der Stiftungssitz sich in 63-65, rue de Merl, L-2146 Luxembourg befindet;

(iii) dass das maßgebende Recht für die Stiftung sogleich das Luxemburger Recht sein wird;

(iv) dass die Stiftung ihre Rechtspersönlichkeit weiterführen wird ohne dass eine neue Rechtspersönlichkeit infolge der Emigration erworben wird.

Der Erschienene, handelnd in seiner vorerwähnten Eigenschaft, ersuchte den Notar, die Satzung der Stiftung wie folgt neu zu formulieren:

STATUTEN

I. Name - Sitz - Dauer

Art. 1. Name. Die Stiftung führt den Namen : MARE FOUNDATION.

Die Stiftung wird durch die Gesetze des Großherzogtums Luxemburg geregelt und, insbesondere durch das Gesetz vom 21. April 1928, in seiner jeweils gültigen Fassung.

Die Stiftung wurde ursprünglich als Schweizer Stiftung unter dem Namen Mare Foundation gegründet. Am 24. März 2010, anschließend an die Verlagerung des Sitzes nach Luxemburg, ist die Stiftung in eine Stiftung nach Luxemburger Recht umgewandelt worden und ihre Satzung ist entsprechend angepasst worden.

Art. 2. Sitz. Der Sitz der Stiftung befindet sich in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

Er kann an jeden Ort innerhalb des Großherzogtums Luxemburg oder in ein anderes Land durch einen Stiftungsratsbeschluss, in Übereinstimmung mit Artikel 9.4., verlegt werden.

Art. 3. Dauer. Die Stiftung ist gegründet für eine unbeschränkte Dauer.

II. Zweck

Art. 4. Zweck.

4.1. Zweck der Stiftung ist es die Handelsschiff-fahrt weltweit zu unterstützen, insbesondere aber in den Niederlanden durch direkte Zuwendungen oder durch Unterstützung der Bestrebungen Dritter mit als Zielsetzung Hochseeschiffe zu verbessern mittels Förderung der Forschung, unter anderem auf dem Gebiet der Treibstoff-Effizienz und Energieeinsparung beim Schiffsantrieb sowie hinsichtlich Form oder Design und Bauart von Schiffen durch Kontakt mit ausländischen Institutionen welche in diesen und in anderen Gebieten der Hochseeschifffahrt tätig sind etc.

4.2. Die Stiftung ist eine gemeinnützige Organisation.

4.3. Die Stiftung kann ihren Zweck auch erreichen indem sie Aktiven einer Einrichtung im In- oder Ausland überweist, welche denselben oder einen ähnlichen Zweck wie die Stiftung verfolgt.

4.4. Die Stiftung kann Zahlungen, in Übereinstimmung mit Artikel 4.1., entweder direkt oder durch Zahlungen an eine andere Einrichtung veranlassen, welche der Stiftungsrat für zuverlässig und für diesen Zweck als geeignet erachtet.

III. Stiftungskapital - Geldmittel

Art. 5. Stiftungskapital.

5.1. Das Stiftungskapital (das "Kapital") zu der Zeit der Umwandlung in eine Stiftung welche Luxemburger Recht unterliegt beträgt Schweizer Franken CHF 96.587.

5.2. Das Kapital kann jederzeit erhöht werden durch weitere Zuwendungen der Stifter oder Dritter. Soweit die Kapitalerträge nicht verwendet werden zur Erfüllung des Stiftungszwecks, so werden diese automatisch Teil des Kapitals.

Art. 6. Geldmittel. Die Stiftung finanziert ihre Aktivitäten, welche sie zum Erreichen ihres Zweckes durchführt, mit den folgenden Mitteln:

- Beihilfen und Subventionen welche sie von Staaten, nationalen und supranationalen Gremien und Institutionen erhält, sowie andere Beiträge;
- Zuwendungen und Hinterlassenschaften jeglicher Art, welche die Stiftung in Einklang mit dem geltenden Recht erhält;
- Einnahmen welche von den Aktiva der Stiftung und ihrer Verwaltung erzeugt wurden.

IV. Verwaltung

Art. 7. Stiftungsrat.

7.1. Der Stiftungsrat ist das oberste Steuerorgan der Stiftung.

7.2. Die Hauptaufgaben des Stiftungsrats sind:

- die Strategie, die Grundsätze und die Zielsetzung der Stiftung zu bestimmen;
- wichtige Fragen zur Erreichung der Stiftungszielsetzungen zu identifizieren und zu beantworten;
- den Fortschritt des Stiftungsprogramms zu überwachen;
- alle Zuwendungen durchzusehen und gutzuheißen;
- den Stiftungsjahresberichtes gutzuheißen;
- Personen zu benennen, welche die Befugnis haben Mittel der Stiftung vergeben zu dürfen und deren Zeichnungsbezeichnung festzusetzen; und
- Wirtschaftsprüfer zu ernennen um die Konten der Stiftung zu prüfen.

7.3. Der Stiftungsrat vertritt die Stiftung gegenüber den Behörden und Dritten. Er bestimmt die für die Stiftung zeichnungsberechtigten Personen und die Art ihrer Zeichnungsberechtigung.

7.4. Unbeschadet der Bestimmungen von Artikel 7.3., wird die Stiftung unter allen Umständen durch die alleinige Unterschrift des Stiftungsratsvorsitzenden oder der gemeinsamen Unterschrift von zwei Mitgliedern des Stiftungsrats verpflichtet.

7.5. Der Stiftungsrat hat die Befugnis dauerhafte oder ad-hoc Beratungsausschüsse zu bilden bezüglich spezifischer Fragen, so wie er dies als angemessen empfindet. Dies schließt ein Ausschüsse mit Bezug auf Zuwendungsaktionen und Sponsoring, Öffentlichkeitsarbeit, Personalbestand, und Ausschüsse zur Bilanzprüfung oder Expertenausschüsse.

7.6. Mitglieder dieser Ausschüsse können Mitglieder oder Nichtmitglieder des Stiftungsrates sein, jedoch muss mindestens ein Stiftungsratsmitglied Mitglied eines jeden Ausschusses sein.

Art. 8. Zusammenstellung des Stiftungsrates.

8.1. Der Stiftungsrat besteht aus mindestens drei Mitgliedern.

8.2. Stiftungsratsmitglieder und ihr Vorsitzender werden per Stiftungsratsbeschluss gewählt, in Einklang mit Artikel 9.4. Durch eine einfache Mehrheitswahl des Stiftungsrats, welche die Zustimmung des Stiftungsratsvorsitzenden beinhalten muss, kann jedes Stiftungsratsmitglied zu jeder Zeit von seiner Funktion entbunden werden.

8.3. Jedes Stiftungsratsmitglied ist für eine unbeschränkte Dauer im Amt.

8.4. Im Falle wo der Posten eines Stiftungsratsmitglieds unbesetzt ist, gilt der Stiftungsrat dennoch, während der Periode wo sein Nachfolger noch nicht im Amt ist, als ordnungsgemäß konstituiert.

8.5. Der Stiftungsrat konstituiert sich selbst und kann zu diesem Zwecke Organisationsvorschriften erlassen.

8.6. Stiftungsratsmitglieder führen ihr Amt auf ehrenamtlicher Basis. Den Stiftungsratsmitgliedern werden angemessene Spesen, einschließlich Reisespesen, welche im Zusammenhang mit der Stiftungstätigkeit stehen, erstattet.

Art. 9. Stiftungsratsversammlungen.

9.1. Stiftungsratsversammlungen finden so oft statt wie ein Stiftungsratsmitglied dies erwünscht.

9.2. Bei jeder Stiftungsratsversammlung hat jedes Stiftungsratsmitglied das Recht je eine Stimme hinsichtlich jedes Beschlusses abzugeben, unbeschadet der entscheidenden Stimme des Stiftungsratsvorsitzenden, wie in Artikel 9.4. vorgesehen.

9.3. Gültige Stiftungsratsbeschlüsse können nur dann bei einer Stiftungsratsversammlung gefasst werden, wenn der Vorsitzende des Stiftungsrates anwesend oder vertreten ist, außer (i) im Falle einer Verhinderung des Stiftungsratsvorsitzenden, falls die Angelegenheit dringend ist oder (ii) im Falle einer Unfähigkeit des Stiftungsratsvorsitzenden, seinem Tod oder wenn der Stiftungsratsvorsitzende als vermisst erklärt wurde.

9.4. Der Stiftungsrat kann nur dann gültige Stiftungsratsbeschlüsse fassen, sofern die Mehrheit des Stiftungsrats zugunsten des betroffenen Beschlusses entscheidet. Im Falle eines Stimmengleichstandes, hat der Stiftungsratsvorsitzende die entscheidende Stimme. Jedes Stiftungsratsmitglied kann bei einer Stiftungsratsversammlung durch ein anderes Stiftungsratsmitglied, welches schriftlich dazu befugt wurde, vertreten werden. Ein Stiftungsratsmitglied kann mehr als eine Vollmacht annehmen.

9.5. Der Stiftungsrat kann auch Beschlüsse fassen ohne eine Versammlung abzuhalten, mittels schriftlichen Beschlüssen, welche von allen Stiftungsratsmitgliedern unterschrieben wurden.

V. Jahresabschlüsse und Budget

Art. 10. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr beginnt am 1. Januar eines jeden Jahres und endet am 31. Dezember des gleichen Jahres.

Art. 11. Jahresabschlüsse und Budget.

11.1. Der Stiftungsrat ist verantwortlich für die Erstellung der Jahresabschlüsse der Stiftung, so dass diese eine vollständige, wahre und getreue Buchführung der Stiftung wiedergeben nach Maßgabe der allgemein anerkannten Grundsätzen der Rechnungslegung und den Vorschriften des Rechnungslegungsrechts.

11.2. Der Stiftungsrat erstellt jedes Jahr die Jahresabschlüsse der Stiftung für das gerade beendete Geschäftsjahr sowie ein Budget für das dann gegenwärtige Jahr.

11.3. Der Stiftungsrat ernennt unabhängige Bilanzprüfer um die Konten der Stiftung zu prüfen.

Die Bilanzprüfer legen dem Stiftungsrat ihre Ergebnisse vor.

VI. Satzungsänderungen

Art. 12. Der Stiftungsrat kann beschließen diese Satzung umzuändern. Jede Umänderung unterliegt den Genehmigungsformalitäten und Prozeduren welche im Artikel 32 des Gesetzes vom 21. April 1928, in seiner jeweils gültigen Fassung, vorgesehen sind.

VII. Auflösung und Liquidation

Art. 13.

13.1. Der Stiftungsrat kann beschließen die Stiftung aufzulösen und zu liquidieren. Die Liquidation wird vom Stiftungsrat durchgeführt, sofern keine anderen Liquidatoren ernannt werden, in welchem Fall, er ihre Befugnisse und Pflichten festlegt.

13.2. Der Nettobetrag welcher aus der Liquidation der Stiftung hervorgeht wird an einen gemeinnützigen Verein oder Stiftung überwiesen welche den gleichen oder einen ähnlichen Zweck wie die Stiftung haben.

VIII. Allgemeines

Art. 14. Für alle Punkte, welche nicht in dieser Satzung vorgesehen sind, wird auf die Bestimmungen des Gesetzes vom 21. April 1928, in seiner jeweils gültigen Fassung, hingewiesen.

Außerordentliche Generalversammlung

Der Stiftungsrat hat unverzüglich die folgenden Beschlüsse genommen:

1. Der Stiftungssitz befindet sich in: 63-65, rue de Merl, L-2146 Luxemburg.

2. Bestätigung der folgenden Personen als Stiftungsratsmitglieder:

a) Herr Martinus van der Vorm, Direktor, geboren am 20. August 1958 in Rhoon, Niederlande, Niederländischer Staatsbürger, beruflich zu 28-30 Boulevard des Moulins, 98000 Monaco wohnend (Stiftungsratsvorsitzender);

b) Herr Otto Jan van der Vorm, pensioniert, geboren am 8. September 1924 in Rotterdam, Niederländischer Staatsbürger, zu Sowley House, Sowley near Lymington, Hampshire, Vereinigtes Königreich wohnend;

c) Herr Francois Diederik Rosendaal, Chefjustiziar, geboren am 27. Mai 1952 in Rotterdam, Niederländischer Staatsbürger, wohnend zu 11 Avenue d'Alsace, 06240 Beausoleil, Frankreich.

3. Ernennung von RSM Audit Luxembourg S.à r.l., 6, rue Adolphe, L-1116 Luxemburg, als Wirtschaftsprüfer der Stiftung.

Der gegenwärtigen Urkunde, welche in deutscher Sprache abgefasst wurde, folgt einer Übersetzung ins Englische.

Im Falle von Abweichungen zwischen dem deutschen und dem englischen Text, ist die englische Fassung maßgebend.

Worüber Urkunde, Aufgenommen wurde zu Luxemburg-Stadt, Zum eingangs erwähnten Datum.

In diesem Glauben hat der unterzeichnete Notar diese Urkunde mit seinem Siegel versehen.

Nach Vorlesung der Urkunde an den Erschienenen, welcher den Wunsch geäußert hatte, dass die gegenwärtige Urkunde in englischer Sprache abgefasst wird, hat der Erschienene die gegenwärtige Urkunde mit dem Notar, welcher die englische Sprache versteht und spricht unterschrieben.

Gezeichnet: F.D. ROSENDAAL, J. GLODEN.

Approuvée par Arrêté Grand-Ducal en date du 11 avril 2010.

Enregistré à Grevenmacher, le 20 avril 2010. Relation : GRE/2010/1326. Reçu douze euros 12,00 €

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

FUER GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, zwecks Hinterlegung im Handels- und Gesellschaftsregister und zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Grevenmacher, den 21. April 2010.

Joseph GLODEN.

Référence de publication: 2010043027/311.

(100055294) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2010.

KL-Tronic S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6630 Wasserbillig, 39, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 140.822.

Les comptes annuels au 31.12.2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 18 mars 2010.

Fiduciaire de l'Est S.A.

9-13, rue Bréilekes L-6415 ECHTERNACH

p.d. Signature

Référence de publication: 2010040385/13.

(100039871) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2010.

Critex S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 207, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 83.212.

Les comptes annuels au 30 novembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme
CRITEX S.A.
Signatures

Référence de publication: 2010040356/12.

(100039653) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2010.

Invenergy Wind Europe Cyprus S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 122.846.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Invenergy Wind Europe Cyprus S.à r.l.
Intertrust (Luxembourg) S.A.
Signatures

Référence de publication: 2010040371/12.

(100039696) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2010.

Dreambox S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 2-4, avenue Marie-Thérèse.
R.C.S. Luxembourg B 114.353.

Le bilan au 31 décembre 2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 18.03.10.

Signature.

Référence de publication: 2010040372/10.

(100039909) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2010.

Sweelinck Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 36.869.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2009 ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour SWEELINCK HOLDING S.A.
Société anonyme holding
Signatures
Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2010040387/14.

(100040089) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2010.

OMP International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 30, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 88.185.

Les comptes annuels au 31.12.2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 février 2010.

Pour la société

OMP INTERNATIONAL S.A.

SELLA BANK LUXEMBOURG S.A.

Signatures

Le Domiciliataire

Référence de publication: 2010040388/15.

(100040082) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2010.

Randstad Group Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1616 Luxembourg, 5, place de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 138.754.

Afin de bénéficier de l'exemption de l'obligation d'établir des comptes consolidés et un rapport consolidé de gestion, prévue par l'article 314 de la loi sur les sociétés commerciales, les comptes consolidés au 31 décembre 2008 de sa société mère, Randstad Holding nv. ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 Mars 2010.

Signature.

Référence de publication: 2010040390/12.

(100040075) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2010.

Bilbow SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 135.964.

Le bilan au 31 Décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 mars 2010.

Luxembourg Corporation Company S.A.

Signatures

Référence de publication: 2010040391/12.

(100040069) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2010.

Brixia Holding B.V., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 10, rue Nicolas Adames.

R.C.S. Luxembourg B 99.102.

Le bilan au 31.12.2008 et les documents y relatifs ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2010040392/11.

(100039986) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2010.

BlueBay COF Loan Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 133.413.

Suite à l'assemblée générale ordinaire du 16 mars 2010, les actionnaires de la société anonyme 'BlueBay COF Loan Investments S.A.' ont pris les résolutions suivantes:

- Réélection des membres du conseil d'administration de la société 'BlueBay COF Loan Investments S.A.'. Désormais, le conseil d'administration de la société est composé comme suit, jusqu'à la date de la prochaine assemblée générale qui se tiendra en 2010:

- * Henry Kelly
- * Jordan Kitson
- * Robert Raymond
- * Claude Niedner

* Nicholas Williams

* William Jones

- Renouvellement du mandat de PricewaterhouseCoopers S.à r.l., en leur fonction de commissaire aux comptes de la société pour une durée d'une année, jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2010.

Luxembourg, le 18 mars 2010.

Brown Brothers Harriman (Luxembourg) S.C.A.

Signature

Référence de publication: 2010040114/23.

(100039716) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2010.

JC S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4018 Esch-sur-Alzette, 20, rue d'Audun.

R.C.S. Luxembourg B 144.370.

Constatation de cession de parts sociales

Suite à une convention de cession de parts sociales sous-seing privé, signée par les cédants et les cessionnaires en date du 1^{er} février 2010 et acceptée par le gérant au nom de la société, il résulte que le capital social de la société JC SARL est désormais réparti comme suit:

LAGE LAVRADAS CARLA («le cessionnaire»), née le 12 juillet 1974 à Vilar de Ferreiros (Portugal), demeurant à L-4220 Esch / Alzette, 3, rue de Luxembourg: 100 parts

Total: CENT parts sociales

Fait à Esch / Alzette, le 01/02/2010.

Référence de publication: 2010040139/15.

(100039968) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2010.

MGJL Sub Co 2 (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: JPY 3.000.000,00.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 8, rue Heinrich Heine.

R.C.S. Luxembourg B 136.983.

Extrait des résolutions en date du 1^{er} juillet 2009:

1. Il est mis fin en date du 1^{er} juillet 2009 au mandat de gérant à savoir:

a) Mr Michael Chidiac, né le 29 juin 1966 à Beyrouth (Liban);

2. Le gérant suivant est nommé en date du 1^{er} juillet 2009 et cela pour une durée illimitée:

b) Mr Dominique Prince, né le 29 octobre 1978 à Malmedy (Belgique), de résidence professionnelle: 8, rue Heine, L-1720 Luxembourg;

- Le conseil de Gérance se compose comme suit:

Mr Michael O'Sullivan

Mr Dominique Prince

Mr Godfrey Abel

Mr James Hodgkinson

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Craig Williamson

Mandataire

Référence de publication: 2010040146/23.

(100040230) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2010.

MGJL Sub Co 3 (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: JPY 3.000.000,00.**

Siège social: L-1720 Luxembourg, 8, rue Heinrich Heine.

R.C.S. Luxembourg B 136.986.

—
Extrait des résolutions en date du 1^{er} juillet 2009:

1. Il est mis fin en date du 1^{er} juillet 2009 au mandat de gérant à savoir:

a) Mr Michael Chidiac, né le 29 juin 1966 à Beyrouth (Liban);

2. Le gérant suivant est nommé en date du 1^{er} juillet 2009 et cela pour une durée illimitée:

b) Mr Dominique Prince, né le 29 octobre 1978 à Malmédy (Belgique), de résidence professionnelle: 8, rue Heine, L-1720 Luxembourg;

- Le conseil de Gérance se compose comme suit:

Mr Michael O'Sullivan

Mr Dominique Prince

Mr Godfrey Abel

Mr James Hodgkinson

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Craig Williamson

Mandataire

Référence de publication: 2010040147/23.

(100040231) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2010.

MGJL Sub Co 4 (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: JPY 3.000.000,00.**

Siège social: L-1720 Luxembourg, 8, rue Heinrich Heine.

R.C.S. Luxembourg B 136.985.

—
Extrait des résolutions en date du 1^{er} juillet 2009:

1. Il est mis fin en date du 1^{er} juillet 2009 au mandat de gérant à savoir:

a) Mr Michael Chidiac, né le 29 juin 1966 à Beyrouth (Liban);

2. Le gérant suivant est nommé en date du 1^{er} juillet 2009 et cela pour une durée illimitée:

b) Mr Dominique Prince, né le 29 octobre 1978 à Malmédy (Belgique), de résidence professionnelle: 8, rue Heine, L-1720 Luxembourg;

- Le conseil de Gérance se compose comme suit:

Mr Michael O'Sullivan

Mr Dominique Prince

Mr Godfrey Abel

Mr James Hodgkinson

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Craig Williamson

Mandataire

Référence de publication: 2010040148/23.

(100040232) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2010.

Danpark S.A.H., Société Anonyme.

Siège social: L-4170 Esch-sur-Alzette, 100, boulevard Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 43.955.

—
Les comptes annuels au 31/12/2005 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

2M CONSULTANT SARL
Cabinet comptable et fiscal
13, rue Bolivar, L-4037 Esch/Alzette
Signature

Référence de publication: 2010040041/13.

(100039061) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2010.

PTC Essen Capital S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.

R.C.S. Luxembourg B 117.290.

—
Extrait des résolutions adoptées lors de l'assemblée générale extraordinaire du 16 mars 2010:

- Le mandat de Mme Rachel Aguirre, en tant qu'administrateur de la société est renouvelé.
- Le mandat du nouvel administrateur prendra fin lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2013 statuant sur les comptes annuels de 2012.

Luxembourg, le 16 mars 2010.

Pour le conseil d'administration

Signatures

Référence de publication: 2010040062/14.

(100040182) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2010.

Value Portfolio, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 132.415.

—
Auszug Protokoll Ordentliche Generalversammlung Value Portfolio

Die Ordentliche Generalversammlung der Value Portfolio vom 10. März 2010 hat folgende Beschlüsse gefasst:

...

TOP 4 Zur Wiederwahl als Verwaltungsräte stellen sich

Herr Kurt von Storch (Vorsitzender)

Herr Nikolaus Rummler (stellv. Vorsitzender)

Herr Ulrich Juchem (Mitglied)

Alle Herren mit Berufsadresse 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxemburg-Strassen.

Die genannten Herren werden einstimmig von den Aktionären bis zur nächsten Ordentlichen Generalversammlung im Jahre 2011 als Mitglieder des Verwaltungsrates gewählt.

Die Aktionäre beschließen einstimmig, bis zur nächsten Ordentlichen Generalversammlung PricewaterhouseCoopers S.à r.l. als Wirtschaftsprüfer wieder zu wählen.

...

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil de Sociétés et Associations.

Luxemburg, 10. März 2010.

DZ BANK International S.A.

Value Portfolio

Vera Augsdörfer / Thomas Haselhorst

Référence de publication: 2010040113/25.

(100039729) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2010.

C&F Packaging S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 400, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 96.836.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2005 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010040159/10.

(100039514) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2010.

AS Tours S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7714 Colmar-Berg, 1, rue des Ardennes.

R.C.S. Luxembourg B 151.892.

—
STATUTS

L'an deux mille dix, le douze février.

Par-devant Maître Urbain THOLL, notaire de résidence à Mersch.

A comparu:

La société à responsabilité limitée «A.S.D.R. S.à r.l.», avec siège social à L-7714 Colmar-Berg, 1, rue des Ardennes, Constituée aux termes d'un acte reçu par le notaire soussigné ce jour, mais antérieurement aux présentes, Ici représentée par un de ses gérants, savoir Madame Danielle RASQUI, secrétaire, demeurant à L-7714 Colmar-Berg, 1, rue des Ardennes.

Laquelle comparante, ès-qualité qu'elle agit, a requis le notaire instrumentaire d'acter les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'elle va constituer, comme suit:

Art. premier. La société prend la dénomination de «AS TOURS S.à.r.l.».**Art. deux.** Le siège social de la société est établi à Colmar-Berg.

Le siège social pourra être transféré sur simple décision de la gérance en tout autre endroit de la même localité. Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du pays par décision de l'assemblée générale des associés.

Si en raison d'événements politiques ou de guerre, ou plus généralement en cas de force majeure, il y avait obstacle ou difficulté à l'accomplissement des actes qui doivent être exécutés au siège ci-dessus fixé, et en vue d'éviter de compromettre la gestion de la société, le siège pourra être transféré provisoirement dans un autre pays, mais il sera retransféré au lieu d'origine dès que l'obstacle ayant motivé son déplacement aura disparu.

Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la société pouvant l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

Pendant le transfert provisoire, la société conservera la nationalité luxembourgeoise et restera soumise à la législation luxembourgeoise.

Art. trois. La société a pour objet le transport de voyageurs par route, la location d'ambulances, le montage de pneus et toutes activités en relation directe et indirecte avec ces activités.

La société pourra effectuer toutes opérations mobilières, immobilières ou financières se rattachant directement ou indirectement à cet objet, de nature à en faciliter la réalisation, pourvu qu'elles ne soient pas susceptibles de porter atteinte au caractère exclusivement civil de l'activité sociale.

Elle pourra emprunter, hypothéquer ou gager ses biens au profit d'autres entreprises ou sociétés. Elle pourra également se porter caution pour d'autres sociétés ou tiers.

La société exercera son activité tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. quatre. La société est constituée pour une durée illimitée.

Elle pourra être dissoute par décision de l'associé ou des associés.

Art. cinq. Le capital social est fixé à DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (€ 12.500.-), représenté par CENT (100) parts sociales d'une valeur nominale de CENT VINGT-CINQ EUROS (€125.-) chacune, entièrement souscrites et libérées en espèces, de sorte que la somme de DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (€12.500.-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire, qui le constate expressément.

Ces parts sociales ont toutes été souscrites par l'associé unique, la société «A.S.D.R. S.à.r.l.», préqualifiée.

Art. six. Lorsque la société comprend plusieurs associés, les parts sont librement cessibles entre eux. Elles ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Les cessions de parts ne sont opposables à la société et aux tiers que si elles ont été faites dans les formes prévues par l'article 190 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que cette loi a été modifiée.

Art. sept. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la société.**Art. huit.** Les héritiers et créanciers d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer d'aucune manière dans les actes de son administration.**Art. neuf.** La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés par les associés avec ou sans limitation de leur mandat. Ils peuvent être à tout moment révoqués par décision de l'associé ou des associés.

Chaque fois qu'un associé ou un associé-gérant souhaitera se faire remplacer par un mandataire, le choix de son mandataire devra être expressément soumis à l'approbation des autres associés ou associés-gérants.

Art. dix. L'associé ou les associés fixent les pouvoirs du ou des gérants lors de leur nomination.

Art. onze. Simples mandataires de la société, le ou les gérants ne contractent, en raison de leurs fonctions, aucune obligation personnelle relativement à celles-ci, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. douze. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année à l'exception du premier exercice social qui débutera le jour de la constitution et se terminera le trente et un décembre deux mille dix.

Les opérations antérieures aux présentes faites au nom et pour compte de la société figureront dans les livres et documents de cette dernière.

Art. treize. A la fin de chaque exercice un bilan, un inventaire et un compte de profits et pertes seront établis. Le bénéfice net après déduction des frais d'exploitation, des traitements ainsi que des montants jugés nécessaires à titre d'amortissement et de réserves sera réparti comme suit:

- a) cinq pour cent (5%) au moins pour la constitution de la réserve légale, dans la mesure des prescriptions légales;
- b) le solde restant est à la disposition de l'assemblée générale des associés.

Art. quatorze. En cas de dissolution de la société la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui en fixeront les émoluments.

Le ou les liquidateurs ont les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

Art. quinze. Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts les associés se réfèrent et se soumettent aux dispositions légales en vigueur.

Le notaire a attiré l'attention des parties sur le fait que l'exercice de l'activité sociale prémentionnée requiert éventuellement l'autorisation préalable des autorités compétentes.

Frais

Les frais de toute nature incombant à la société en raison de sa constitution sont estimés à MILLE CENT EUROS (1.100.-).

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant, l'associé unique, représenté comme dit ci-avant, et agissant en lieu et place de l'assemblée générale extraordinaire à laquelle il se considère comme dûment convoqué, a pris les résolutions suivantes:

- *Est nommé gérant unique:*

Monsieur Albert SCHEMEL, transporteur, demeurant à L-7714 Colmar-Berg, 1, rue des Ardennes.

- La société sera valablement engagée en toutes circonstances par la signature du gérant unique.

- L'adresse du siège de la société est fixée à L-7714 Colmar-Berg, 1, rue des Ardennes.

Dont acte, fait et passé à Mersch, en l'étude, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, connue du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: RASQUI - THOLL.

Enregistré à Mersch, le 17 février 2010. Relation: MER/2010/314. Reçu soixante-quinze euros 75.- €

Le Receveur (signé): A. MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de la publication au Mémorial.

Mersch, le 4 mars 2010.

Urbain THOLL.

Référence de publication: 2010039765/94.

(100039090) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2010.

Services Euro Loisirs Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5752 Frisange, 4B, rue Hau.

R.C.S. Luxembourg B 150.879.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mondorf-les-Bains, le 19 mars 2010.

POUR COPIE CONFORME

Référence de publication: 2010040248/11.

(100040207) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2010.